DISCUSSION PAPER / 2026.04

Les résidus de connaissances, les durabilités coloniales et les hiérarchies raciales dans le projet Conduire au changement.

Sarah Katz-Lavigne
Sara Geenen
Espérant Mwishamali Lukobo,
Hadassah Arian

University of Antwerp
IOB | Institute of Development Policy

Comments on this Discussion Paper are invited.

The IOB Discussion Papers (ISSN 2294-8651) are peer reviewed. Publication as an IOB Discussion Paper does not constitute prior publication, and does not preclude publication elsewhere. The findings and views expressed in the IOB discussion papers are those of the authors. They do not necessarily represent the views of the IOB as an institute.

Instituut voor Ontwikkelingsbeleid en -Beheer
Institute of Development Policy

Postal address:
Prinsstraat 13
B-2000 Antwerpen
Belgium

Visiting address:
Lange Sint-Annastraat 7
B-2000 Antwerpen
Belgium

Tel: +32 (0)3 265 57 70
Fax: +32 (0)3 265 57 71
e-mail: iob@uantwerp.be
http://www.uantwerp.be/iob

Les résidus de connaissances, les durabilités coloniales et les hiérarchies raciales dans le projet Conduire au changement.

Sarah Katz-Lavigne (Utrecht University, University of Antwerp, Centre d'Expertise en Gestion Miniere), Sara Geenen (University of Antwerp, Centre d'Expertise en Gestion Miniere), Espérant Mwishamali Lukobo (Ghent University, University of Antwerp, Centre d'Expertise en Gestion Miniere), Hadassah Arian (University of Antwerp)[1]

Résumé : Le projet Conduire au changement vise à « mettre les petits producteurs aux commandes de la réglementation de la chaîne d'approvisionnement en minerais pour la production des batteries » sur la base de recherches menées dans l'est et le sud-est de la République démocratique du Congo (RDC). Cet article contient une réflexion critique sur le processus de conduite de cette recherche. Nous identifions et analysons des défis à la fois au niveau de la collaboration, y compris les dynamiques coloniales et raciales, et au niveau de la collecte de données, y compris les questions relatives au (manque d') accès, à la sensibilité de l'information et à la surveillance. Notre cadre conceptuel s'inspire de la littérature critique sur la façon dont les hiérarchies raciales mondiales et les continuités coloniales façonnent la production de connaissances dans le Sud, et plus particulièrement dans les régions riches en ressources de la RDC. En utilisant la métaphore de la « chaîne d'approvisionnement de la recherche », nous examinons comment la connaissance est (co-)produite dans un contexte caractérisé non seulement par un boom minier, mais qui a longtemps vu l'accumulation de couches de connaissances sédimentées ou ce que nous appelons les « résidus de connaissances ». En étudiant les expériences sur le terrain du projet Conduire au changement, nous décrivons comment l'accès au savoir et aux informations dans la région est largement influencé par les relations de pouvoir racialisées, ainsi que par l'agencéité et les réponses des autorités congolaises dans un contexte de plus en plus sensible. Nous analysons ensuite ces dynamiques au sein de l'équipe Conduire au changement. Enfin, nous étudions les complexités et les limites du suivi et de la restitution auprès des participants et des communautés.

Introduction

La montée en flèche de la demande de « minerais critiques » pour la soi-disant « transition verte » a intensifié l'examen par une série d'acteurs des conditions dans lesquelles le cobalt est extrait en République démocratique du Congo (RDC), de loin le premier pays producteur de ce minerai. Cette attention accrue a suscité des efforts pour « nettoyer » les chaînes d'approvisionnement de ces minerais, ou du moins pour s'attaquer aux risques les plus

[1] Contribution statement: Sarah Katz-Lavigne: Conceptual underpinnings, research design and methodology; data collection and processing; analysis and interpretation of data; writing of substantial sections Sara Geenen: Conceptual underpinnings, research design and methodology; analysis and interpretation of data; writing of substantial sections Espérant Mwishamali Lukobo: Conceptual underpinnings, research design and methodology; data collection and processing; analysis and interpretation of data; contribution of written sections; substantive revision for rigour and coherence Hadassah Arian: Analysis and interpretation of data; substantive revision for rigour and coherence

préoccupants pour les acteurs du marché en aval, tels que le travail des enfants ainsi que les effondrements de mines et les décès de d'exploitants artisanaux. Le cobalt extrait en RDC a fait l'objet d'une attention particulière depuis la publication en 2016 d'un rapport d'Amnistie Internationale et d'Afrewatch intitulé *« Voilà pourquoi on meurt » Les atteintes aux droits humains en République Démocratique du Congo alimentent le commerce mondial du cobalt*. Le rapport a été lancé en janvier 2016, peu de temps avant que l'explosion de la demande (et donc du prix) du cobalt n'attire l'attention des journalistes, des chercheurs, des entreprises et des ONG sur les conditions de travail et les violations des droits de la personne dans l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE) du cobalt. Plus d'une décennie auparavant, une vague d'attention similaire avait englouti les mines d'EMAPE dans la partie est de la RDC, où sont extraits l'étain, le tungstène, le tantale et l'or (3TG). Ces 3TG, qualifiés de « minerais de conflit » par des acteurs internationaux, ont été au cœur d'une campagne internationale de plaidoyer que Vogel (2022) considère comme un exemple parfait de « white saviourism » (phénomène du « saveur blanc »). C'est-à-dire, la perception coloniale et raciste des conflits congolais comme « une violence sauvage et aveugle motivée par l'appât du gain » a justifié l'intervention d'acteurs externes et permis la continuation de l'exploitation et la domination de la RDC, quoique de manière plus subtile que pendant la période coloniale (Vogel, 2022).

Ces développements s'inscrivent dans une tendance plus large des acteurs gouvernementaux et de la société civile à travers le monde, y compris en Europe et dans les pays occidentaux, qui cherchent à tenir les entreprises responsables des problèmes environnementaux, sociaux et des droits de la personne et des abus dans leurs chaînes d'approvisionnement mondiales. Une grande partie de cette attention s'est concentrée sur les chaînes d'approvisionnement en minerais de la RDC, en mettant l'accent sur les problèmes liés à l'exploitation minière artisanale plutôt que sur l'exploitation minière industrielle à grande échelle. Certaines grandes entreprises de technologie et de véhicules en aval se sont engagées à ne plus s'approvisionner auprès de l'EMAPE. Les grandes entreprises ayant des activités en RDC ont fait valoir qu'elles exerçaient un contrôle sur leurs chaînes d'approvisionnement et qu'elles n'autorisaient pas les pratiques problématiques telles que le travail des enfants dans le cadre de leurs activités (Glencore, 2019 ; Katz-Lavigne, 2024).

Ces préoccupations croissantes au niveau mondial, et en particulier européen, concernant les minerais congolais – d'abord les 3TG, puis le cuivre et le cobalt (2C) – ont conduit à une prolifération rapide des cadres de diligence raisonnable et de traçabilité, des normes, des initiatives multipartites, et des lois. La rapidité de leur développement et de leur déploiement au niveau international et dans les zones minières congolaises, comme nous l'avons appris grâce aux recherches menées dans le cadre du projet *Conduire au changement : Mettre les petits producteurs aux commandes de la réglementation de la chaîne d'approvisionnement en piles et minerais*, a laissé la grande majorité des exploitants artisanaux mal informés de ces développements. Souvent, ces mesures ont des impacts ambigus sur la qualité de vie et de travail des exploitants (PRG, IPIS, SFR & Ulula, 2020). En même temps, l'augmentation rapide de toutes ces initiatives s'est traduite par une demande croissante d'informations et de connaissances de la part des chercheurs, des journalistes et des consultants. Dans cet article, nous réfléchissons à des questions fondamentales sur l'accès, l'information et la connaissance,

ainsi que sur l'éthique de la recherche, dans ce contexte en évolution rapide. Nous développons une réflexion sur l'impact des hiérarchies raciales au niveau mondial ainsi que des durabilités coloniales – y compris sous forme de l'implication d'un grand nombre de ressortissants du Nord dans le secteur du cobalt – sur la production de connaissances dans un contexte où une longue histoire d'exploitation minière a contribué à l'accumulation non seulement de résidus d'exploitation minières mais également de « résidus de connaissances ». Nous utilisons la métaphore des « résidus » pour décrire l'accumulation des connaissances ; ces connaissances modifient donc le « paysage » du savoir, à l'instar des résidus miniers qui entourent la ville de Kolwezi. Les connaissances en question comprennent non seulement l'histoire des interactions entre les acteurs de l'ÉMAPE et les chercheurs et journalistes internationaux (elles-mêmes empreintes des questions raciales) mais aussi la duplicité dont certains acteurs ont fait preuve par le passé afin d'accéder aux informations dans un contexte sensible. Ce concept nous aide donc à appréhender l'impact de cette « sédimentation » sur les communautés de la région – y compris sur les perceptions et croyances des acteurs de l'ÉMAPE – et sur la recherche, ainsi que sur les chercheurs eux-mêmes.

Nous soulignons l'entrecroisement, dans la région ou le boom du cobalt se déroule actuellement, de la « chaîne d'approvisionnement de la recherche » avec la dynamique raciale qui caractérise l'économie politique mondiale de la connaissance. Différents acteurs utilisent de façon stratégique le savoir, les données et l'accès aux sites miniers dans la région de Kolwezi. Différents acteurs congolais jouent, par exemple, un rôle clé dans la production du savoir et de l'information – y compris les coopératives qui façonnent la (non)transmission d'informations dans le secteur du cobalt en RDC (Mwishamali et al, 2025).

Le projet Conduire au changement a quatre objectifs principaux : cartographier les développements les plus récents en matière de réglementation des chaînes d'approvisionnement transnationales non étatiques en minerais ; comprendre comment les petits producteurs participent à ces initiatives réglementaires ; saisir les relations de pouvoir structurelles et les systèmes de connaissances/normatifs entourant ces chaînes d'approvisionnement ; et proposer des pistes pour que les petits producteurs puissent être davantage pris en charge.

Dans ce qui suit, nous discutons tout d'abord du processus de recherche, ainsi que de la rédaction de l'article. Ensuite, nous nous engageons dans une réflexion critique sur la façon dont la production de connaissances, la recherche et l'accès à l'information dans le Sud sont structurés par des hiérarchies raciales mondiales et des durabilités coloniales. Nous examinons ensuite la coproduction de connaissances dans une région caractérisée par un récent boom minier, mais aussi par des couches de connaissances sédimentées que nous appelons « résidus de connaissances. » Nous soulignons ensuite comment l'accès à l'information et aux données dans cette région est façonné par des relations de pouvoir et des privilèges racialisés. Dans la partie suivante, nous discutons des expériences sur le terrain de l'équipe du projet Conduire au changement, y compris la façon dont les relations de pouvoir racialisées, les attentes en matière d'accès et les résidus de connaissances ont façonné les activités du projet, la dynamique de l'équipe et l'accès aux sites miniers de l'EMAPE. Enfin, nous examinons les complexités et les limites de la « restitution » aux participants et aux communautés.

Processus de recherche

La collecte de données et la restitution dans le cadre du projet Conduire au changement ont eu lieu dans trois régions : 1) la ville de Kolwezi, capitale de la province du Lualaba, et les sites miniers d'EMAPE environnants de Kamilombe, Mutoshi, UCK et Shabara, en janvier-février 2023, mai 2024 et septembre 2024 ; 2) la ville de Lubumbashi, capitale de la province du Haut-Katanga, en octobre 2022 et janvier 2023 ; et 3) la ville de Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu, et les sites d'EMAPE de Luhihi, Nyabibwe, Nzibira et Mwenga, en mai-juillet 2023 et en juin 2024. L'objectif de la première période était de collecter des données auprès des exploitants artisanaux et des principales parties prenantes. La deuxième période, impliquant un projet complémentaire financé par l'Université d'Anvers, *InfoMine : Accès à l'information et communication de la recherche dans les mines congolaises*, visait à partager les résultats précédents – y compris un document de vulgarisation illustré créé en collaboration avec une artiste de Lubumbashi – et à collecter des données supplémentaires sur l'accès des exploitants artisanaux à l'information. L'équipe de Conduire au changement a mené plus de 225 entretiens individuels et 13 discussions de groupe dans la région de Kolwezi, et plus de 350 entretiens et 12 groupes de discussion dans le Sud-Kivu. Dans le cadre d'InfoMine certains des chercheurs de Conduire au changement (deux au Sud-Kivu et deux au Lualaba) sont retournés dans les zones minières pour la restitution des résultats et la collecte de données supplémentaires. En mai 2024, deux chercheurs de Conduire au changement ont mené plusieurs réunions de suivi avec des leaders de la société civile et des coopératives dans la région de Kolwezi. En septembre 2024, grâce aux financement d'InfoMine, deux chercheurs (dont un de l'équipe initiale de Conduire au changement) ont pu retourner à Kolwezi et organiser des groupes de discussion avec des creuseurs, des laveuses et des membres de coopératives sur leur accès à l'information et leurs sources d'information.

Dans les deux régions, des chercheurs congolais affiliés à des universités congolaises ont effectué la plupart des recherches, précédées d'une période initiale de formation avec la première auteure, une chercheuse postdoctorale basée à Anvers. Les six chercheurs engagés à Lubumbashi et les quatre chercheurs engagés à Bukavu possédaient un éventail de compétences et d'expertise, allant des connaissances juridiques à l'expérience en matière de plaidoyer des ONG, en passant par des recherches qualitatives approfondies dans les mines d'EMAPE et avec des exploitants artisanaux hommes et femmes. La formation d'une semaine, suivie de plusieurs semaines de recherche conjointe par la postdoc et les équipes de recherche à Lualaba et au Sud-Kivu, a été conçue pour communiquer les objectifs du projet et le plan de collecte des données, discuter des exigences éthiques et évaluer les risques et la sécurité, piloter les outils de recherche qualitative (protocoles d'entretien), préparer les équipes à rapporter et à transcrire les entretiens et le matériel d'observation, et planifier en collaboration les visites de recherche. La semaine de formation a également donné lieu à des discussions et à des débats approfondis sur la méthodologie et les outils de recherche, ainsi que sur les aspects éthiques et de sécurité. Les deux équipes ont mené ensemble plusieurs entretiens à Kolwezi et à Bukavu afin d'affiner les outils de recherche et de se préparer à la recherche dans les sites miniers.

Le processus de rédaction s'est également efforcé d'être collaboratif. Cependant, il convient de noter, comme l'a fait remarquer le troisième auteur, que la première auteure (Canadienne résidant en Belgique) a d'abord rédigé l'introduction et les sections théoriques de l'article. La deuxième auteure (originaire de la Belgique, l'ancien colonisateur de la RDC), a ensuite fourni des commentaires et a ajouté un compte-rendu détaillé de certaines des tensions, opportunités et ajustements qui sont apparus au cours du processus de recherche. Le troisième coauteur (originaire de Lubumbashi, RDC) a rédigé une section sur son expérience de la collecte de données dans les différents sites de l'EMAPE et a fourni des commentaires détaillés sur les versions préliminaires du document. La quatrième coauteure (originaire des Pays-Bas) a donné son avis sur les versions préliminaires et apporté des commentaires. Comme l'a fait remarquer le troisième auteur, cette approche a rendu difficile l'identification d'un « nous » au nom duquel toutes les déclarations contenues dans le document pouvaient être faites. Ainsi, malgré l'objectif de co-écriture collaborative, le processus d'écriture et de production de connaissances reflète lui-même les hiérarchies (raciales) (Marchais et al., 2020), d'autant plus que l'article a été proposé et la majorité du brouillon rédigé par la première auteure, originaire du Nord.[2] Cependant, il faut également reconnaître que ces derniers ont été fortement influencés par les approches ontologiques, théoriques et éthiques de chercheurs du Sud, y compris ceux qui sont cités dans cet article. De plus, l'expérience de travail en équipe et les préoccupations exprimées par les membres des équipes de recherche ont initialement inspiré cet article. Les quatre auteurs sont largement d'accord sur ce qui est écrit dans ces pages, ce qui démontre, comme plusieurs auteurs le décrivent, la pertinence d'une réflexion et critique *partagée* (plutôt qu'imposé à travers un prisme eurocentré) du capitalisme mondial et de son impact dans différents contextes « locaux » (Harvold Kvangraven, 2026 ; Dinerstein, 2026 ; Bademsoy & Larsen, 2026 ; Castro Torres, Esposito & Akbaritabar, 2026). Le débat et la discussion entre les auteurs ont également fait partie du processus de rédaction. Par conséquent, toute divergence d'opinion significative a été explicitement mentionnée comme telle.

Considérations théoriques I : Comment la production de connaissances est structurée par les hiérarchies raciales et les durabilités coloniales

Les héritages coloniaux, les hiérarchies raciales qu'ils ont mises en place et qu'ils continuent de maintenir, et la production de connaissances (y compris la production de connaissances sur le Sud et en particulier l'Afrique) sont inextricablement liés dans le moment contemporain (Wainaina, 2019), ainsi que tout au long de l'histoire.

Les durabilités coloniales ont été définies comme « les diverses façons dont les structures coloniales continuent d'animer le présent et de peupler les représentations mentales et physiques du pouvoir. » (Mertens et al., 2022, p. 4) Le passé colonial continue d'être un

[2] Nous ne voulons pas pour autant dissimuler la complexité de ces questions ni de tout ramener à la distinction raciale et/ou nord-sud. Les facteurs intersectionnels (comme le sexe) jouent sans doute un rôle. De plus, les idées académiques sont évidemment influencées par une série de facteurs. Mais les nombreuses recherches qui mettent en évidence l'influence des clivages raciaux et/ou géographiques à l'échelle mondiale sont telles que ces facteurs méritent d'être pris au sérieux.

moteur clé du développement inégal à l'époque moderne (Rodney, 1972), y compris la colonialité des pratiques et de la pensée (Mignolo, 2017). Ndlovu-Gatsheni (2020) décrit comment, longtemps après la fin du colonialisme direct, l'empire de type commercial, qui ne découle pas d'un contrôle territorial, a continué à exploiter les ressources de l'Afrique et à perpétuer sa domination en utilisant des relations d'endettement et d'autres mécanismes similaires pour garder le contrôle à distance (p. 190).

La production de connaissances et la recherche académique sont également étroitement liées aux hiérarchies raciales mondiales et structurées par celles-ci, comme le soulignent les chercheurs qui attirent de plus en plus l'attention sur le rôle joué par la race et le racisme dans la création de l'ordre mondial actuel (Acharya, 2022 ; Andrews, 2021). Dans le cadre des études critiques sur le développement, Neajai Pailey (2020, p. 731) souligne le « pouvoir structurel et le privilège » déployés par la blancheur dans les contextes de développement, en faisant valoir que « la blancheur occidentale reste un signifiant d'expertise, qu'elle soit réelle ou perçue. » (2020, p. 731) Elle attire l'attention sur l'absence intentionnellement cultivée de la race dans le discours universitaire sur ce qu'on appelle le « développement, » soulignant la nécessité de « décentrer le « regard blanc » du développement » (Pailey, 2019).

Les perceptions de l'Europe comme point de départ de la diffusion des connaissances (Andrews, 2021, p. 10) sont encore très présentes, y compris dans l'exploitation des ressources naturelles. Vela Almeida et al. (2023), par exemple, soutiennent que le Green Deal européen constitue une approche discursive qui permet de « verdir » l'Empire en tant que partie intégrante des processus historiques d'interconnexions coloniales et néocoloniales. Dans le même ordre d'idées, Murrey et al. (2023) attirent l'attention sur les fondements coloniaux du concept de permis social d'exploitation, développé par des universitaires et des chercheurs en sciences sociales, selon lequel les entreprises doivent avoir non seulement un permis formel et légal d'exploitation (de l'État), mais aussi l'acceptation communautaire et informelle de leurs activités (Murrey et al., 2023, p. 2). Selon les auteurs, ces racines coloniales limitent les possibilités de transformation radicale (Murrey et al., 2023). En ce qui concerne les « transformations vers la durabilité » dans le domaine de l'EMAPE, de même, Fisher et al. (2021, pp. 192-193) soulignent que de tels processus « ne sont pas une entreprise innocente déconnectée des passés coloniaux et impériaux, ou même des idées de modernité et des visions de progrès. » Au contraire, l'extraction de l'or, et le minerai lui-même, est inextricablement lié au développement capitaliste, y compris au développement de « régimes racialisés d'exploitation du travail et d'inégalité entre les sexes dans la conversion de la plus-value. » (Fisher et al., 2021, pp. 192-193)

Compte tenu du contexte susmentionné, il convient de noter que, si la production de connaissances est « façonnée par des facteurs structurels, tels que les relations politico-économiques » (Verweijen & Van Bockhaven, 2020, p. 2), la création de connaissances est un processus de *coproduction* plutôt que de simple imposition, et un processus fréquemment contesté (Lopez-Lucia & Martín de Almagro, 2024 ; Verweijen & Van Bockhaven, 2020), y compris – comme nous le verrons – au sein d'une équipe de recherche. Les chercheurs ont souligné, par exemple, que l'agencéité des Africains (non élitaires) joue un rôle important dans ces processus (Verweijen & Van Bockhaven, 2020, p. 2 ; Nyenyezi Bisoka, 2021). À cet égard, la recherche de Lopez-Lucia & Martín de Almagro (2024, p. 466) sur les connaissances en matière de sécurité met en garde contre les représentations d'une domination unilatérale et unie du Nord et de ses connaissances, et souligne la nécessité de poursuivre les recherches sur le

fonctionnement et l'impact des coalitions Nord-Sud (p. 469). Cela inclut les acheteurs de minerai et les détenteurs de dépôts chinois qui jouent un rôle clé dans la chaîne d'approvisionnement en cobalt (Nkuba et al., à paraître) – en façonnant les chaînes d'approvisionnement en cobalt ainsi que les connaissances et les informations à leur sujet, sans parler des acteurs plus importants de la région tels que les entreprises chinoises d'exploitation industrielle.

La notion de réflexivité dans le processus de recherche est essentielle à ces réflexions. Les chercheurs féministes soutiennent depuis longtemps que la réflexivité est un élément crucial de la conduite d'une recherche éthique (Kiguwa, 2019, p. 226). Elle implique notamment de prendre en compte la manière dont le chercheur affecte la collecte et l'analyse des données (Laher, Fynn, & Kramer, 2019, p. 399), et la manière dont les chercheurs définissent généralement les problèmes et les questions de recherche comme des problèmes nécessitant une intervention, refusant aux participants à la recherche le pouvoir de définir et de mettre en avant leurs propres préoccupations. La réflexivité dans la recherche féministe attire l'attention sur l'impossibilité d'atteindre l'objectivité et la neutralité, ainsi que sur le fait que la pratique de la recherche est intrinsèquement politique (Kiguwa, 2019, p. 226). D'un point de vue méthodologique, l'accent est mis sur l'encouragement de la participation des communautés, l'engagement de la réflexivité sur les dynamiques de pouvoir à l'œuvre et le fait de « traiter les participants comme des agents à part entière et des experts en ce qui concerne leurs expériences et contextes personnels. » (Laher, Fynn, & Kramer, 2019, p. 399) Fisher et al. (2021), dans leur travail sur l'EMAPE et l'extractivisme, soulignent que la collaboration « avec les exploitants artisanaux pour comprendre leurs mondes d'extraction » pourrait aider à faire émerger des points de vue multiples (p. 196). L'engagement dans la réflexivité, selon eux, exige également que les chercheurs s'engagent dans une réflexion approfondie sur les risques que les exploitants artisanaux prennent lorsqu'ils participent à la recherche (Fisher et al., 2021, p. 196). Les chercheurs occidentaux sont de plus en plus encouragés à comprendre comment « les géométries de pouvoir de [leur] recherche actuelle sont enracinées dans le passé colonial » (Smyth, 2022, p. 269), mais aussi à construire « une praxis décoloniale qui s'efforce de défaire les géométries de pouvoir coloniales de la production de connaissances. » (p. 269) Cela pose évidemment un grand défi en raison des obstacles structurels qui persistent au niveau mondial et sur lesquels l'impact d'un chercheur individuel est susceptible d'être limité. D'ailleurs, cette dynamique opère à deux niveaux, ce qui ajoute davantage de complexité : premièrement, les chercheurs occidentaux sont enracinés dans le passé colonial en tant que sujets de la production de connaissances et, deuxièmement, cette continuité de la pensée coloniale est enracinée dans les institutions qui forment ces chercheurs.

Gani et Khan (2024), cependant, critiquent ce qu'ils décrivent comme la réflexivité performative des déclarations de positionnalité qui ont considérablement gagné en popularité dans les relations internationales, en particulier dans les « cercles critiques, féministes et postcoloniaux ». Les auteurs soutiennent que « les déclarations de positionnalité (i) ne remplissent pas nécessairement la fonction réflexive et émancipatrice que certains chercheurs critiques prétendent qu'elles remplissent ; et (ii) elles peuvent en fait reproduire des dynamiques de pouvoir inégales et hiérarchiques entre des chercheurs hégémoniquement racialisés comme “blancs” et des sujets de recherche ou des collègues chercheurs qui sont

racialisés comme “personnes de couleur” ». Notre discussion sur la réflexivité et la positionnalité n'a pas pour but d'arriver à une conclusion définitive, mais plutôt de souligner la nature permanente de ces débats et la manière dont ils sous-tendent et informent le « travail de terrain » universitaire dans le Sud. Nous nous référons à la remarque de Gani et Khan ci-dessous lorsque nous examinons comment la blancheur opère dans les contextes de travail sur le terrain, et comment la blancheur elle-même peut devenir une ressource.

Considérations théoriques II : Agents coproducteurs

Dans ce qui suit, nous présentons quelques réflexions sur les agents coproducteurs, notamment les chercheurs universitaires (blancs et non blancs), les « gardiens » et les participants à la recherche. Nous estimons qu'il est utile d'établir une distinction entre les participants à la recherche n'appartenant pas à l'élite et un groupe que nous pourrions appeler « gardiens » ou membres de l'élite – à la fois « mondiale » et « locale » – et d'attirer l'attention sur les pratiques de production de connaissances de ces gardiens. Nyenyezi Bisoka (2021), par exemple, souligne le rôle souvent négligé joué par les intermédiaires dans la région des Grands Lacs en Afrique, qui se portent garants des chercheurs congolais et les mettent en contact avec les élites congolaises, telles que les représentants des partis politiques. Ces élites, quant à elles, « présentent différents discours dans les sphères publiques et cachées », un mode de fonctionnement que Nyenyezi Bisoka (2021) appelle le « jeu des sphères » (p. 92). Ainsi, les élites déploient différents discours : un discours public destiné à rassurer le subalterne, et un discours caché qui contribue à la préservation du pouvoir des acteurs dominants (Nyenyezi Bisoka, 2021, p. 92). Lopez-Lucia & Martín de Almagro (2024, p. 472), en ce qui concerne les élites *mondiales*, soutiennent que la littérature critique sur la sécurité de nature postcoloniale et décoloniale ne tient pas suffisamment compte du rôle de ce que Jazeel & MacFarlane (2010) ont appelé « l'intellectuel professionnel euro-américain » (Lopez-Lucia & Martín de Almagro, 2024, p. 472) dans la définition et la délimitation du concept du « Sud » d’une manière qui ne tient pas compte des pratiques sociales et des apprentissages empiriques. Lopez-Lucia & Martín de Almagro attirent donc l’attention à la nécessité de combiner recherche qui combine « la théorie avec un riche contenu empirique » (Lopez-Lucia & Martín de Almagro, 2024, p. 472) Les auteurs avertissent également que divers acteurs s'appuient de plus en plus sur les connaissances et les perspectives des acteurs du Sud pour légitimer les interventions internationales et accéder à l'information au niveau local (p. 466). Ici, nous pouvons faire le lien avec les initiatives de la chaîne d'approvisionnement qui ont proliféré pour le cobalt et le cuivre congolais, en mettant de plus en plus l'accent sur la collaboration et la participation des acteurs congolais, tels que les coopératives minières (Katz-Lavigne et al, 2023).

L'article de Desai et Tapscott (2015) sur la « chaîne d'approvisionnement de la recherche » souligne le rôle du chercheur dans la production du système dans lequel il opère et l'agence de chaque individu produisant des connaissances le long de la chaîne, tout en reconnaissant « les disparités de pouvoir enracinées et institutionnalisées. » Il met également en évidence les coûts et les avantages qui reviennent à chaque acteur. Les auteurs affirment que les organisations de développement (et, pour ce qui nous concerne, les universités) fixent les « normes professionnelles » pour ce qui constitue une recherche appropriée. Les acteurs qui cherchent à participer au « marché » de la recherche sont contraints de respecter ces normes

à chaque étape de la « chaîne » de production de connaissances. Ceux qui ne respectent pas ces normes seront tenus à l'écart du marché, comme les consultants qui ne parviennent pas à décrocher des contrats ou les assistants de recherche qui ne sont pas recommandés à l'avenir. Ceux qui respectent les règles, en revanche, sont en mesure de se disputer les parts de marché et de « capturer » une partie de la valeur ajoutée (Desai & Tapscott, 2015).

Nous pouvons pousser ce cadre encore plus loin, afin d'examiner les disparités et les relations de pouvoir spécifiquement *racialisées* qui sous-tendent la production de connaissances et qui ont une influence significative sur qui est en mesure de tirer le plus de valeur financière[3] – de la chaîne d'approvisionnement de la recherche. En particulier, le mode de production universitaire occidental actuel, dans sa quête pour répondre aux attentes à haute pression (l'importance croissante accordée à l'obtention de financements et aux publications, la charge de travail croissante ainsi que la pression pour faire des promesses trop ambitieuses pour obtenir des fonds, etc.) du monde universitaire occidental de plus en plus néolibéral (Beaupré, 2026)[4], s'appuie souvent sur des « inégalités professionnelles et sociales racialisées » liées à des dynamiques structurelles et des inégalités plus larges qui sous-tendent la recherche occidentale sur l'Afrique (Marchais et al., 2020, p. 374).

À l'extrémité « amont » de la chaîne d'approvisionnement se trouve le chercheur universitaire blanc, qui s'approprie généralement les rentes – pour rester dans la terminologie de la chaîne d'approvisionnement – des publications de haut niveau ou des conférences invitées. À l'extrémité « aval » se trouve l'universitaire du Sud, souvent dans le rôle de « collaborateur » ou d'« assistant de recherche ». Leur tâche se limite généralement à la collecte de données, ce qui est justifié par leur meilleure connaissance du contexte local, des cultures et de la langue. Selon Gunasekara (2020), cette division du travail rabaisse les chercheurs du Sud au rang de « mules à données » (*data mules*). Comme plusieurs auteurs l'ont déjà souligné (Aboderin, Fuh, Balcha Gebremariam, & Segalo, 2023 ; Moreno Cely, 2022), le fait que de nombreux pays africains dépendent des fonds du Nord pour financer les projets de recherche joue un rôle important dans l'imposition des connaissances. Les organismes de financement et les chercheurs du Nord exercent un contrôle « top down » sur les projets de recherche, même si certains chercheurs du Nord s'efforcent de coproduire équitablement des connaissances avec les chercheurs africains en dépit du modèle de financement problématique.

Marchais et al (2020, p. 376) font également référence à la valeur des données, où « comme pour les marchandises ou les ressources naturelles, la valeur des données découle de leur "qualité" brute[5] d'une part, et du processus par lequel la valeur est ajoutée à divers points de

[3] Nous ne voulons pas dire pour autant qu'il y a une seule source de valorisation de la production scientifique. Cependant, en termes de financements et de salaires, comme démontré ailleurs dans l'article, nous pouvons parler d'une réelle distribution inégale des ressources financières dans le cadre de ce projet et il s'agit d'une des principales sources de conflits au sein de l'équipe. Les autres sources de valorisation dans le contexte de ce type de partenariats Nord-Sud restent un domaine d'étude qui nécessite des recherches supplémentaires.

[4] Nous reconnaissons cependant qu'il y a des différences entre différentes universités, y compris dans différents pays.

[5] En utilisant le mot « brute » nous ne soutenons pas que les données sont « brutes » dans le même sens que les minerais le sont, dans la chaîne d'approvisionnement de minerais, car nous comprenons que (dans une logique post-positiviste), toutes les connaissances sont ancrées (localement) et sont le produit

nettoyage, de codage et d'analyse. » En tant que telles, les données collectées en RDC peuvent être conceptualisées comme une ressource à valoriser, tout comme une série de minéraux congolais sont recherchés et valorisés pour les chaînes d'approvisionnement mondiales en minerais.

La nature extractiviste de ces recherches a été fortement critiquée, y compris dans le cas de la RDC, suscitant des réflexions sur l'éthique, le pouvoir et la race dans les collaborations Nord-Sud, ainsi que des efforts concrets pour mener des recherches moins extractives (Marchais et al., 2020 ; Nyenyezi, Ansoms, Vlassenroot, Mudinga, & Muzalia, 2020 ; Geenen et al, 2022) – dans la mesure où une telle chose est possible lorsque les dynamiques coloniales fondamentales[6] restent inchangées. Sabelo Ndlovu-Gatsheni (2012) définit la colonialité comme « une structure de pouvoir invisible qui maintient les relations coloniales d'exploitation et de domination longtemps après la fin du colonialisme direct. » (p. 48) En lien avec la discussion ci-dessus sur la réflexivité et la positionnalité, Marchais et al. (2020, p. 373) affirment que les universitaires blancs impliqués dans l'étude de l'Afrique se considèrent généralement mieux informés sur les héritages coloniaux et plus conscients de leur positionnalité que d'autres blancs travaillant en Afrique, à savoir les praticiens du développement et les humanitaires (Marchais et al., 2020, p. 373). Pourtant, en raison de la nature de la recherche universitaire en « Occident, » ces « enclaves » d'hyperconscience sont quand même « imprégnées d'inégalités anciennes et nouvelles, de hiérarchies sociales, de répertoires discursifs et de biais cognitifs qui ont une dimension raciale. » En ce sens on peut constater qu'il y a un éventail de possibilités ouverts par ces efforts de « décoloniser » la production du savoir, mais que ces tentatives sont toujours partielles, limitées et variables (Marchais et al., 2020, p. 373).

Complexités au milieu d'un boom minier

Dans cette section, nous examinons les expériences sur le terrain de l'équipe Conduire au changement. Dans le secteur du cobalt en RDC, les obstacles à la réalisation de recherches sur les sites miniers et autour de ceux-ci comprennent des reportages internationaux souvent hyperboliques et des écrits universitaires qui ont intensifié les préoccupations des autorités congolaises concernant les recherches sur les droits de la personne et d'autres problèmes liés à l'EMAPE du cobalt. Cette interconnexion du boom de cobalt et du « boom de l'information » a rendu les collaborations locales non seulement cruciales pour une recherche bien informée, mais aussi de plus en plus essentielles pour accéder aux sites miniers. Par exemple, avant

---

d'une série de facteurs. Nous soulignons par l'expression « brute » la perception, imprégnée d'une logique coloniale, selon laquelle les données « de terrain » sont recueillies sous forme pas encore traitée à travers un prisme théorique, nécessitant donc l'implication d'un.e ou des chercheurs du Nord pour y apporter une analyse théorique.

[6] Selon Quijano (2000), « Ce que l'on appelle la mondialisation est la culmination d'un processus qui a commencé avec la constitution de l'Amérique et du capitalisme colonial/eurocentrique moderne en tant que nouvelle puissance mondiale. » La classification sociale de la population du monde, en fonction de l'idée de la race est une construction mentale qui imprègne les éléments les plus significatifs du pouvoir au niveau mondial. Cet axe est colonial d'origine, mais dans la pratique, il s'est avéré plus durable que le colonialisme. Pour Quijano, « Par conséquent, le modèle de pouvoir qui est aujourd'hui mondialement hégémonique présuppose un élément de colonialité. » (p. 533) De la même manière, pour Mignolo (2009, p. 3), la colonialité et la modernité vont main dans la main.

d’accéder à un site minier artisanal, il faut un ordre de mission d’une institution locale, ainsi que la permission du SAEMAPE (Service d'assistance et d'encadrement des mines artisanales et à petite échelle du gouvernement congolais, un service technique du ministère des Mines), du ministère de l’Intérieur, du ministère des Mines, de l’ANR (Agence Nationale de Renseignement), et de la coopérative qui gère le site.[7] Compte tenu de l'attention considérable accordée par la communauté internationale et les médias aux conditions dans les sites miniers artisanaux, il est nécessaire de visiter ces sites pour comprendre comment les gens y vivent et y travaillent, au-delà de la nature souvent hyperbolique de ce qui a été publié. De plus, les booms et les chutes des ressources, les changements technologiques (Geenen, Nkuba, & Radley, 2022) et l'évolution rapide du marché international et des conditions réglementaires rendent également les conditions dynamiques et changeantes sur les sites d’EMAPE, malgré le fait qu'ils soient généralement dépeints comme des lieux de misère intemporels et immuables.

L'ampleur de cette collaboration avec les chercheurs congolais est cependant souvent mal reconnue et discutée par les universitaires et les autres chercheurs. L'un des objectifs de cet article est donc de faire la lumière sur les rouages de ces collaborations, ainsi que sur l'impact du boom du cobalt sur ces collaborations. Sans chercher à simplifier à l'excès ou à réifier la distinction Nord/Sud, les rencontres de recherche et les tensions au sein des équipes décrites dans la section empirique de cet article mettent en évidence certaines « frictions » (Tsing, 2005) entre les normes et l'éthique de recherche occidentales telles qu'exigées par l'université néolibérale en Europe, plus précisément en Belgique (le bailleur de fonds du projet) dans un contexte de hiérarchies raciales globales, et celles des équipes congolaises[8] avec lesquelles « nous »[9] avons travaillé. Nous entendons par « l’université néolibérale » et la « néolibéralisation de l’université » le phénomène selon lequel l’université s’imprègne de la logique du marché et en particulier de l’accent que le marché met sur la compétition (Castelao-Huerta, 2023, p. 235). Dans le contexte d'un État néolibéral, l’université met en œuvre des techniques de gestion et adopte de plus en plus des principes néolibéraux dans l’octroi de financement, le recrutement et l’enseignement (Panis, 2022). Même si nous nous efforçons activement de mettre en lumière les dimensions « cachées » du travail d'équipe entre le Nord et le Sud, il n'y a pas de « nous » facile sur lequel s'appuyer lorsqu'il s'agit de la recherche collaborative ou de l’écriture de cet article.

Les résidus de la connaissance : La sédimentation dans un paysage de connaissances et d'accès

[7] Les autorisations du Ministère de l’intérieur et de l’ANR sont exigées lorsqu’il y a un.e expatrié.e dans l’équipe de recherche.

[8] Bien que l'analyse de la mesure dans laquelle les universités congolaises sont confrontées à des pressions néolibérales similaires dépasse le cadre de cet article, étant donné que plusieurs membres de l'équipe Conduire au changement étaient affiliés à des universités congolaises, il s'agit d'une piste importante pour la poursuite des recherches.

[9] Nous avons mis le terme « nous » entre parenthèses pour mettre en évidence le fait que – comme nous l'avons vu dans la section sur la méthodologie – la dynamique et les relations de pouvoir qui sous-tendent la recherche pour Conduire au changement n'ont pas disparu avec la rédaction de cet article.

L'explosion de la demande de cobalt congolais remonte à 2017 et 2018, lorsque le prix du cobalt a augmenté de manière significative à la suite de craintes de pénurie à long terme. La couverture de ce boom et des préoccupations en matière de droits de la personne dans l'EMAPE du cobalt a également augmenté de façon spectaculaire dans les médias occidentaux (Katz-Lavigne, 2024). Malgré la nouveauté du boom du cobalt et sa genèse récente, les booms miniers n'ont rien de nouveau en RDC. Le caoutchouc et l'ivoire, et la violence coloniale exercée pour garantir l'accès à ces matières premières, constituent un parallèle évident, ainsi que le boom du coltan en 2000-2001 (Cuvelier & Raeymaekers, 2002). Plus récemment, comme nous l'avons noté, les soi-disant « minerais de conflit » en RDC ont fait l'objet d'une production de connaissances d'une nature délibérément visibilisée, « top down » et coloniale qui a négligé les façons conceptuelles et ontologiques des acteurs congolais de comprendre le monde (Smith, 2022). Selon Smith (2022, p. 295), la traçabilité et l'audit des chaînes d'approvisionnement en minerais dans l'est de la RDC ont été imposés de l'extérieur et, selon les habitants de la région, visaient à exclure les acteurs congolais considérés comme « impurs », en particulier les exploitants artisanaux qui – aux yeux des acheteurs étrangers – « souillaient » les minerais avec le sang qu'ils versaient en travaillant dans des conditions dangereuses (Smith, 2022). Par conséquent, la traçabilité est porteuse d'un « récit euro-américain à résonance culturelle autour du cœur saignant des ténèbres », qui fait fortement écho au rôle joué par les Blancs dans le passé colonial de la RDC (Smith, 2022, p. 65).

Ces couches de contexte historique et de connaissances produites, semblables à des couches de résidus sédimentés et sédimentant davantage, ont été dépeintes par l'artiste congolais Sammy Baloji, qui « colle des photographies de dirigeants coloniaux et de serviteurs locaux sur des photographies contemporaines de paysages endommagés par l'exploitation minière », soulignant « les séquelles du colonialisme dans les dommages géologiques actuels, et les couches sédimentées de l'histoire dans le paysage congolais. » (Baloji, n.d.) Compte tenu de ces couches d'histoire, il est important de comprendre comment les connaissances produites antérieurement influencent notre recherche. Les connaissances produites par ceux qui ont précédé les chercheurs du projet Conduire au changement (y compris les universitaires, mais aussi les journalistes, les consultants, les ONG, etc.) affectent notre recherche, comme nous l'avons constaté lorsque nous avons tenté d'obtenir l'accès au site auprès d'autorités congolaises méfiantes. Nous devons toutefois signaler que les chercheurs du Nord n'ont pas un « droit » d'accès à l'information. Nous reconnaissons que parler d'un « refus de fournir les matières premières » et même de considérer les connaissances comme une matière première disponible est une logique qui risque de reproduire la relation coloniale que nous prétendons analyser. Nous tenons donc à signaler qu'au contraire, nous utilisons la métaphore de « l'extraction de connaissances » pour attirer l'attention sur le fait que les connaissances sont de plus en plus recherchées pour diverses raisons, y compris – mais pas uniquement – pour améliorer la carrière des chercheurs du Nord.

« Notre » recherche s'est déroulée dans un contexte fortement influencé par une vaste multiplicité de pratiques de production de connaissances antérieures et existantes, dont certaines ont été brièvement décrites ci-dessus. Par conséquent, notre recherche aura des effets similaires, même si certains de ces effets ne nous seront pas visibles. À cet égard, nous établissons un lien avec la section ci-dessous sur le partage des connaissances avec les

participants et les communautés, dans laquelle nous réfléchissons à ce que nous ajoutons aux connaissances déjà produites, ainsi qu'aux impacts et aux limites de nos contributions.

La métaphore des « résidus » pour parler des connaissances qui se sont accumulées et ont modifié le paysage, un peu comme les résidus miniers dans la ceinture de cuivre, nous aide à comprendre ces processus de « sédimentation » et la manière dont ils affectent les habitants de la région ainsi que la recherche actuelle et future, et bien sûr les chercheurs eux-mêmes. L'un des auteurs de cet article a abordé des thèmes similaires dans d'autres publications : Verweijen, Geenen, & Bashizi (2024) utilisent le concept de « subjectivités sédimentées » pour examiner comment ceux qui vivent à l'intérieur ou à proximité des concessions minières industrielles dans l'est de la RDC affirment leurs subjectivités par rapport aux industries extractives. Les auteurs décrivent comment les positions de ces personnes sont modelées par différents types d'identification sociale, des subjectivités historiques, leur situation socio-économique et leur sentiment d'appartenance à un lieu. Les auteurs indiquent également que ces multiples éléments résultent de « processus de stratification spatio-temporelle » que le secteur extractif a fortement marqués, en se concentrant sur deux combinaisons historiques d'événements : l'industrialisation à l'époque coloniale et la croissance de l'EMAPE dans la période postcoloniale (Verweijen, Geenen, & Bashizi, 2024).

Lorsque l'équipe du projet Conduire au changement s'est rendue à Kolwezi à la fin du mois de janvier 2023, les sensibilités et les tensions entourant le secteur du cobalt étaient élevées, compte tenu de l'attention mondiale importante et de la publicité négative dont ce secteur faisait l'objet. Avant de se rendre à Kolwezi, l'équipe savait déjà qu'elle aurait besoin d'autorisations signées de différentes autorités gouvernementales, notamment le ministère de l'Intérieur, le ministère des Mines, la SAEMAPE et l'ANR. Même si nous réussissions à obtenir ces autorisations, la complexité de l'accès ne s'arrêtait pas là. Comme l'a expliqué un représentant d'une ONG congolaise, en soulignant les limites de l'accès formellement garanti : « Les autorités peuvent nous donner l'autorisation, mais pas l'accès à toutes les parties du site (comme là où les femmes travaillent, là où les enfants travaillent, là où les conditions sont mauvaises). Elles peuvent aussi restreindre l'accès à certains sites. » Le répondant a ajouté que « les politiciens ont dit aux creuseurs : les ONG veulent fermer les sites [miniers]. Les creuseurs n'aiment donc pas les chercheurs, les journalistes, les ONG, etc. La personne interrogée a expliqué que son ONG « a dû expliquer qu'elle était là pour améliorer les conditions des creuseurs. Il ne s'agissait pas de fermer le site. Du coup, l'ambiance s'est un peu améliorée » (communication personnelle, le 18 janvier 2023). Cela dit – et comme nous le verrons dans la section « partager les connaissances » ci-dessous – les efforts récents pour visiter les sites miniers de l'EMAPE dans le cadre du projet InfoMine se sont heurtés à des obstacles d'accès similaires.

En résumé, les difficultés rencontrées par les chercheurs pour accéder aux sites d'EMAPE autour de Kolwezi sont liées (du moins en partie) à la façon dont le secteur est perçu et dépeint au niveau international, notamment par les journalistes, les consultants, les universitaires et les acheteurs en aval. Les acteurs politiques congolais jouent un rôle essentiel dans l'évaluation et la médiation du flux d'informations et de l'accès, y compris pour les acteurs extérieurs tels que les chercheurs. Dans la capitale provinciale, Kolwezi, les ministres et autres autorités politiques sont de plus en plus réticents à autoriser les chercheurs et les

journalistes à visiter les sites d'EMAPE au moins en partie dû aux reportages des médias internationaux, des ONG et des universitaires, qui se répercutent plus largement et génèrent une publicité négative pour le secteur. Les autorités qui gouvernent les coopératives jouent également un rôle clé dans le contrôle de l'accès à ces sites et des informations les concernant (Mwishamali et al., 2025), pour des raisons similaires, y compris la mauvaise publicité concernant la présence d'enfants, et d'autres préoccupations très « visibles » en matière de droits de la personne (Katz-Lavigne et al., 2025).

Accès à la connaissance : Relations de pouvoir et privilèges racialisés

Cette section traite de la marchandisation des données et de l'accès. Nous soutenons que le fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement de la recherche, hautement marchandisée, dans les zones de boom du cobalt, représente l'entrelacement de l'accès racialisé avec l'économie politique mondiale de la connaissance. Le savoir, les données et l'accès sont stratégiquement utilisés et commercialisés dans les zones minières en plein essor de la RDC, comme la région de Kolwezi.

Un représentant d'une initiative internationale, par exemple, a mentionné la difficulté d'obtenir des données précises sur la production auprès des coopératives minières et de SAEMAPE. Il a noté qu'il serait nécessaire de convaincre la coopérative que si elle veut des fonds, elle doit fournir des données à ses partenaires (20 janvier 2023, Kolwezi) – soulignant la valeur des données pour les initiatives internationales et les coopératives. Les données sont également un atout précieux pour les cabinets de consultance (surtout internationales) qui offrent des services payants et exclusifs aux entreprises impliquées dans la chaîne d'approvisionnement en cobalt dans la région. Le même représentant d'une initiative internationale a noté à quel point il est coûteux d'obtenir des données sur les sites d'EMAPE auprès de Better Mining, un « programme d'assurance et d'amélioration en amont de l'EMAPE » (RCS Global Group, n.d.). Better Mining fournit ces données aux entreprises moyennant un paiement (20 janvier 2023, Kolwezi). Un autre exemple de la marchandisation de l'accès et de l'information concerne la demande d'un organisme gouvernemental à l'égard de l'équipe de recherche de conclure un contrat avec elle et de lui verser un montant donné (négociable) pour ses services d'accompagnement lors de la visite des sites miniers. En même temps, une telle demande résulte également du fait que les services étatiques congolais reçoivent peu ou pas de financement du gouvernement central et dépendent de contrats avec des parties extérieures (Katz-Lavigne, 2020). En fin de compte, nous avons dû payer un certain montant au gouvernement. Ce paiement nous a permis d'obtenir l'assistance d'un ingénieur, sans laquelle il aurait été beaucoup plus difficile d'accéder aux sites et aux coopératives de l'EMAPE.

L'accès aux sites miniers pour la recherche universitaire est également lié à la race et la blancheur, ce qui peut faciliter l'accès. Cependant, dans un environnement d'informations sensibles et commercialisées, il est nécessaire d'analyser plus en détail le rôle joué par la blancheur dans l'accès aux sites miniers, qu'il s'agisse de l'accorder ou de l'entraver. Garantir l'accès dans des contextes d'extraction de ressources de plus en plus monétarisés et commercialisés ne peut pas être considéré comme allant de soi, mais implique des complexités et des défis.

Le processus d'obtention des autorisations gouvernementales a démarré relativement facilement, grâce aux relations facilitées par l'un des contacts de la chercheuse postdoctorale au sein du gouvernement provincial de Lualaba – une démonstration du pouvoir souvent inexprimé de la blancheur dans la facilitation de l'accès. Bien sûr, cela ne veut pas dire que les chercheurs congolais manquent de pouvoir ou n'ont pas leurs propres réseaux sur lesquels ils s'appuient pour mener leurs recherches – ce qui n'est certainement pas le cas, comme nous l'avons déjà noté en mentionnant le rôle des intermédiaires. Pourtant, nous ne pouvons non plus nier que les dynamiques raciales façonnent les attentes en matière d'accès et de privilège. Cependant, comme nous le verrons, ces attentes peuvent être remises en question sur le terrain en raison de la sédimentation des connaissances et de la façon dont les autorités congolaises réagissent. La blancheur joue non seulement un rôle dans l'accès, mais a également des effets sur la (non-)production des connaissances (modification des comportements, des discours en présence d'une chercheur blanche). Par exemple, lors de la première visite de l'équipe de recherche au complet (y compris la chercheuse postdoctorale) à un site minier d'ÉMAPE, nous avons été accompagnés par un agent du SAEMAPE. Ce jour-là, un membre de l'équipe de recherche a été surpris d'entendre un agent congolais d'une initiative internationale dire aux creuseurs : « ne dites pas la vérité à ces gens qui sont avec cette blanche [la chercheuse postdoctorale], ils viennent voler les informations qui vont vous nuire. » Donc, alors que la blancheur assure parfois un accès privilégié au terrain et aux interlocuteurs, ce n'est pas toujours le cas – par exemple, lorsqu'il s'agit de « l'accès à des espaces culturels intimes réservés aux initiés. » (Pesambili, 2025, p. 732) La blancheur et les privilèges qui y sont associés (qu'ils soient réels ou perçus) se heurtent donc parfois à une résistance prenant la forme de ce que nous analysons comme une *politique du refus*, laquelle est examinée plus en détail ci-dessous. Ces dynamiques démontrent l'importance d'une analyse plus approfondie de la manière dont des forces de grande ampleur, telles que l'extractivisme et la blancheur, se déploient concrètement sur le terrain (Murrey & Mollett, 2025).

Il convient de noter que si l'accès ne doit pas être considéré comme acquis, la plus grande facilité d'accès aux sites miniers du Sud-Kivu a influencé les attentes de l'équipe de Conduire au changement à Kolwezi. Cette différence entre deux régions congolaises (le Sud-Kivu et les provinces du Lualaba et du Haut-Katanga) et dans le temps (par exemple, avant et après le boom du cobalt) soulignent à nouveau l'importance de l'accumulation des résidus de connaissances, mais aussi le contexte géopolitique et économique international changeant.

Les autorités nous ont fait part de deux préoccupations majeures lors de nos tentatives d'obtenir l'accès aux sites EMAPE. La première – que l'on entend souvent lorsqu'il s'agit de la recherche dans le Sud – concerne les chercheurs qui ne reviennent pas pour communiquer les résultats de leurs recherches. Un ministre nous a fait part de ses inquiétudes concernant les chercheurs qui étaient venus dans la région auparavant sans partager les résultats de la recherche (voir la section ci-dessous sur le partage des connaissances pour plus de détails). La seconde, que nous avons entendu le plus souvent de la part des représentants du gouvernement, concernait la publicité négative faite par les chercheurs qui avaient reçu l'autorisation de visiter les sites d'EMAPE, et qui ont fait un rapport défavorable ou négatif sur ces sites par la suite. Un représentant du gouvernement, par exemple, a souhaité envoyer des

représentants de son bureau avec nous sur les sites. Ce représentant a noté que certaines personnes viennent et prennent certaines informations et les publient « à mal ».

En termes de la métaphore de la chaîne d'approvisionnement, l'inquiétude des autorités gouvernementales et des coopératives sur ce dont nous allions discuter avec les exploitants artisanaux peut être comprise comme une inquiétude selon laquelle certains types d'informations (sur le travail des enfants ou d'autres abus sur les sites d'EMAPE) pourraient perturber le flux harmonieux de cobalt artisanal vers les marchés mondiaux. Les informations de nature plus sensible et controversée comprennent le partage des bénéfices et les accords de travail entre les coopératives et les travailleurs, les questions de représentation et de responsabilité, ainsi que les accords de prix et d'achat pour le minerai brut. Un autre sujet sensible concerne les accords entre les coopératives et d'autres acheteurs.[10]

La complexité de l'accès aux sites d'EMAPE et à l'information est renforcée par le commentaire d'une ONG congolaise qui a répondu que les autorités de l'Etat congolais elles-mêmes n'ont pas toujours accès aux informations sur les sites miniers : « Les autorités gouvernementales n'ont pas de données. Les mineurs artisanaux travaillent sur des sites privés ou tolérés. Le gouvernement n'a aucun moyen de savoir combien il y a de mineurs. Les creuseurs et les ONG ont de bonnes données. » (Représentant d'une ONG congolaise, communication personnelle, 18 janvier 2023)

En termes de collaboration pratique entre les participants/répondants, une fois que l'équipe de Conduire au changement a obtenu l'autorisation de visiter un nombre limité de sites, d'autres défis ont nécessité une approche nuancée et l'établissement progressif de relations et de confiance. Le développement de relations avec différents acteurs lors de visites répétées peut également faciliter la négociation de recherches futures. Cependant, ces relations et la confiance des exploitants artisanaux envers les chercheurs ne se sont pas construites sans difficultés. Il a fallu un certain temps avant que les gestionnaires de sites et les exploitants artisanaux cessent de considérer les chercheurs de Conduire au changement comme une menace potentielle. Au début, dans certains sites, les entretiens étaient surveillés par des agents de sécurité de la coopérative (les « mobiles »). Le premier jour de la recherche, des femmes laveuses travaillant dans ce site faisaient l'éloge des actions des dirigeants des coopératives et certaines étaient réticentes à mentionner les difficultés. Cependant, une discussion avec deux femmes sélectionnées par les chercheurs de l'équipe et tenue en l'absence d'agents de sécurité a permis de recueillir des informations sur les difficultés rencontrées par les femmes.

Heureusement, au fil du temps, la surveillance des chercheurs de Conduire au changement dans les sites s'est de plus en plus réduite. Cette dynamique soulève la question de savoir pourquoi certains dirigeants de coopératives cherchent à contrôler les informations recueillies.

[10] La quatrième auteure et le troisième auteur ont appris qu'au site d'EMAPE de Shabara, la question de savoir qui payait pour la découverture (enlèvement de la couche supérieure du sol pour permettre aux exploitants artisanaux d'accéder plus facilement au minerai, c'est-à-dire le décapage des morts-terrains) – et ce que cet investisseur recevait en échange - était un sujet sensible. Lorsque les deux chercheurs ont demandé qui finançait la découverture, le directeur général de la coopérative a répondu que « nous avons tous nos secrets. »

Lors d'un entretien, un responsable d'une coopérative a mentionné qu'ils commençaient à être vigilants car lorsqu'une personne blanche vient mener une recherche, il y a toujours un agenda caché, et cela peut représenter un danger pour eux. Dans un autre site et en réponse aux préoccupations de l'équipe de chercheurs concernant l'organisation d'entretiens sous surveillance, un directeur de coopérative a répondu que même si les chercheurs devaient parler à un exploitant artisanal en l'absence de la coopérative, les exploitants sont déjà préparés sur la façon de répondre aux questions des organisations en visite, afin de protéger l'activité minière.

Malgré les difficultés rencontrées, l'immersion des chercheurs dans l'environnement de recherche pendant plusieurs semaines et l'établissement de relations a finalement permis aux chercheurs de collecter des données supplémentaires pendant et après la recherche.

En ce qui concerne l'accès en tant que marchandise/ressource, les exploitants artisanaux, y compris les femmes, occupent un espace liminal, ayant dans un sens un statut à la fois d'*outsider* et d'*insider*. Ces exploitants ont accès aux sites miniers, ou du moins à certaines parties (comme les puits où ils travaillent) et sont donc susceptibles d'avoir accès à des informations importantes sur la production, les dynamiques localisées dans les différents puits, les conditions (de travail) dans l'ensemble du site, et plus encore – le type d'informations que les initiatives internationales recherchent souvent. Les femmes peuvent disposer d'informations sur des sujets tels que la présence de femmes enceintes et d'enfants sur le site, ainsi que sur les conditions de travail. Pourtant, ces exploitants et travailleurs sont délibérément tenus dans l'ignorance d'autres questions, notamment les partenariats et les collaborations entre les coopératives et leurs partenaires investisseurs, et le prix du cobalt à l'échelle locale et mondiale. La coopérative joue donc un rôle clé en tant qu'intermédiaire de l'information, y compris en canalisant les informations que les exploitants peuvent recueillir ou partager. Les coopératives disposent d'informations de première main, qu'elles dissimulent et/ou partagent stratégiquement avec les acteurs en amont et en aval. Les coopératives sont donc des acteurs très puissants dans le sens où elles canalisent le flux d'informations le long de la chaîne d'approvisionnement (Mwishamali et al, 2025).

Cette inégalité d'accès aux connaissances/informations était très évidente lorsque les exploitants artisanaux ont demandé plus d'informations sur le fonctionnement du marché mondial et les prix mondiaux du cobalt, notamment pour savoir si ces prix allaient augmenter. Dans le cas du cobalt, l'accent est souvent mis sur la diligence raisonnable, c'est-à-dire que les consommateurs finaux et les producteurs doivent savoir d'où viennent les minéraux afin d'intervenir sur la base de ces informations. Ces acteurs (souvent internationaux, souvent blancs) ont accès à un grand nombre d'informations, alors que l'inverse n'est pas vrai. Les exploitants artisanaux, les négociants et même les coopératives qui ne savent pas où vont leurs minerais sont désavantagés. Comme certains exploitants artisanaux l'ont indiqué[11], il leur est impossible de connaître la valeur des minéraux et de savoir ce qui se passe au niveau mondial, ce qui les empêche de négocier. Les exploitants artisanaux ordinaires n'ont pas les

[11] En raison des prix de minerais et de la rémunération peu élevée des exploitants artisanaux, pas tous les exploitants ne peuvent se permettre l'achat d'un téléphone ni de données Internet.

informations ni la capacité nécessaires pour exiger une part équitable de la valeur générée par la production de cobalt.

Pour revenir à la métaphore de la chaîne d'approvisionnement de la recherche, ces exploitants artisanaux ne peuvent pas « vendre »[12] les informations qu'ils possèdent, mais sont censés les donner gratuitement (en tant que répondants/informateurs/participants à des projets de recherche et à des initiatives internationales). Quant aux chercheurs universitaires occidentaux, ils viennent généralement dans la région minière du cobalt de la RDC à la recherche de la « ressource » de connaissances localisées (Lopez-Lucia & Martín de Almagro, 2024) dont ils ont besoin pour produire le « produit » commercialisable d'une recherche universitaire lisible et acceptable à l'échelle mondiale – une mission qui devient cependant de plus en plus difficile au milieu des couches sédimentées de la production de connaissances et face au refus croissant des participants à la recherche (voir ci-dessous pour une discussion de la « politique des refus »).

Coproduction de connaissances avec l'équipe de recherche : Débats et dilemmes éthiques et racialisés

Comme nous l'avons mentionné plus haut, la blancheur et les relations de pouvoir racialisées structurent l'accès aux informations. La collaboration institutionnelle avec l'UCB (Université catholique de Bukavu) et l'UNILU (Université de Lubumbashi) était inscrite dans notre proposition de projet. La recherche étant située dans les provinces du Lualaba et du Sud-Kivu, une collaboration avec les deux universités congolaises semblait être non seulement la solution la plus pratique, mais aussi la plus éthique. Plus important encore, cette collaboration s'inscrit dans le cadre d'un partenariat plus large entre l'Institut de Politique de Développement de l'Université d'Anvers et les deux institutions congolaises. Ce partenariat comprend une série de projets d'enseignement et de recherche, des doctorats conjoints et des échanges d'étudiants, entre autres. Le centre de recherche CEGEMI (Centre d'Expertise en Gestion Minière) de l'UCB a été créé en 2011 dans le cadre de ce partenariat et est toujours codirigé par la deuxième auteure. Au début du projet Conduire au changement, des protocoles d'accord ont été rédigés et négociés avec les deux institutions. À l'UCB, quatre chercheurs ont été recrutés parmi les membres du CEGEMI. À l'UNILU, six chercheurs ont été recrutés parmi les participants à un cours sur la conception de la recherche coorganisé en octobre 2022 par l'IOB et l'UNILU et auquel les deux premières auteures de cet article sont intervenues en tant qu'enseignants.

Avant la collecte des données, l'équipe a passé une semaine à discuter ensemble des méthodes, de l'échantillonnage, de l'accès et des questions d'entretien. Malgré la nature ostensiblement collaborative et participative du processus – qui a donné lieu à de nombreuses discussions animées – sa nature participative est remise en question par le fait qu'il a été clairement mis en œuvre, dirigé et orienté par les chercheurs blancs. Pendant ce temps, les discussions se sont déroulées davantage au niveau opérationnel, sans que la recherche ne soit fondamentalement repensée. Plusieurs facteurs sont entrés en jeu, notamment des modèles

[12] Nous reconnaissons cependant que pas toutes les données (par exemple, les recherches doctorales) peuvent être « vendues. » Nous ne pouvons pas non plus, par contre, nier que les chercheurs du Nord construisent souvent leur carrière académique sur les données collectées dans les pays du Sud.

de financement « top down » et coloniaux[13] basés en Belgique et exigeant une question de recherche prédéterminée, « vendue » à l'organisme de financement comme étant nouvelle et bien emballée pour une mise en œuvre « sur le terrain » en RDC. [14] De plus, les chercheurs blancs n'ont pas explicitement invité l'équipe à repenser les objectifs de la recherche – un autre témoignage des pressions exercées par et au sein de l'université néolibérale d'obtenir le plus de données possibles avec le meilleur rapport qualité-prix afin d'obtenir par la suite le plus grand nombre de publications possible. Ces pressions se conjuguent avec des raccourcis mentaux et des suppositions racialisées.[15][16] De même, l'une des faiblesses de la conception et de la mise en œuvre du projet est le fait que nous n'avons pas considéré les participants comme des agents à part entière et des experts en termes d'expériences et de contextes personnels dès le départ, en les consultant sur la conception du projet – un élément que le projet Conduire au Changement a d'ailleurs reproché aux initiatives internationales.

Conscients de la probabilité de mener des recherches extractivistes, la chercheuse principale et la postdoc ont prévu dans la proposition de projet un rôle actif pour les collaborateurs de l'UCB et de l'UNILU, y compris deux contrats de six mois correspondants au salaire d'un assistant universitaire en RDC, et leur participation à l'analyse et à la rédaction des données. Au moment où nous avons commencé la recherche, il était déjà clair qu'en raison de l'inflation belge sur les salaires[17], nous devions réduire de manière significative les coûts opérationnels. Au lieu de deux fois six mois, nous avons proposé une fois six mois. Cela démontre l'imbrication de facteurs d'économie politique au niveau belge et d'un modèle de financement universitaire qui ne compense pas l'inflation, ce qui finit par se répercuter sur les coûts opérationnels, y compris le paiement des collaborateurs congolais. Nous avons également indiqué explicitement que la rédaction d'articles et d'autres communications sur la recherche se poursuivraient au-delà des six mois ; qu'il n'était pas obligatoire de participer à cette phase, mais que pour ceux qui ambitionnent une carrière universitaire, cela serait utile. Au début,

[13] Dans le sens ou le financement vient de Belgique et la RDC fournit les matières premières « brutes », recueillies par des chercheurs congolais, pour l'analyse et la publication (par des chercheurs basés en Belgique) non en RDC mais dans le Nord.

[14] Cela ne veut pas dire que le processus de sélection de projets représente une transaction uniquement commerciale, car il y a plusieurs facteurs pertinents. Cependant, dans le contexte actuel de néolibéralisation de l'université belge/européenne, les chercheurs dépendent de plus en plus de financements externes pour financer leur recherche et doivent donc, d'une certaine manière, « vendre » leur projet dans un contexte de grande compétition. Ce contexte n'encourage pas les chercheurs à adopter une approche collaborative et participative à la conception des projets.

[15] Comme nous l'avons déjà signalé, il s'agit ici, entre autres, du phénomène selon lequel les chercheurs blancs/du Nord (qui seraient supposément mieux placés pour réaliser des développements théoriques) bénéficient du travail des chercheurs congolais/du Sud, qui jouent le rôle de « mules à données » - une division de travail fortement racialisée.

[16] Une autre piste de recherche approfondie porte sur comment les rapports de pouvoir entre Congolais (par exemple, entre chercheurs universitaires et acteurs locaux, ou entre coopératives et creuseurs) influencent la production des connaissances. Ces aspects sont développés par exemple dans le Working Paper de Mwishamali Lukobo, Geenen, & Katz-Lavigne (2025) sur les coopératives, qui explique le développement d'une gouvernance verticale.

[17] Il s'agit de l'ajustement des salaires belges à l'inflation.

tous les membres de l'équipe ont exprimé leur intention de contribuer, mais pour différentes raisons, la moitié d'entre eux se sont retirés à un moment donné.[18]

La plupart des débats et des frustrations tournaient autour des questions budgétaires. Comme c'est souvent le cas pour les propositions de projet, le budget initial était serré. Bien que nous pensions avoir assuré une certaine sécurité aux membres de l'équipe – du moins en comparaison avec d'autres projets auxquels nous avions participé – en prévoyant des contrats de six mois, nous avons rapidement dû faire face à des coûts inattendus. Tout d'abord, nous avions sous-estimé les frais de transport et de subsistance. Ces coûts augmentent constamment, non seulement en raison de l'inflation en RDC, mais aussi parce que la région autour de Kolwezi s'urbanise rapidement et que l'industrie minière en plein essor fait grimper les prix. Deuxièmement, comme indiqué plus haut, l'inflation des salaires en Belgique, avec un budget global inchangé, nous a contraints à réduire considérablement les coûts opérationnels. Troisièmement, nous avons dû faire face à des coûts imprévus, à des attentes et à des exigences en constante évolution. Par exemple, l'équipe a demandé des équipements de protection individuelle pour entrer dans les mines, à savoir des gilets de sécurité et des casques. Le discours et les pratiques en matière d'approvisionnement responsable promus par les initiatives internationales de la chaîne d'approvisionnement ont fait du port de l'équipement de protection une pratique courante sur les sites miniers, voire obligatoire dans certains sites.[19]

Quatrièmement, les membres de l'équipe ont reçu un contrat de consultance au lieu d'un contrat de travail, ce qui les prive d'une protection sociale telle que l'assurance maladie. Ces contrats standard fournis par l'université d'Anvers évitent explicitement de créer des relations d'emploi et produisent donc, par définition, de la précarité. Ils s'appuient sur une attitude d'aversion au risque de la part des universités occidentales et sur un *derisking* (Gabor & Sylla, 2023) croissant de ces institutions, ce qui est un parallèle frappant avec la manière dont les entreprises gèrent les « risques de la chaîne d'approvisionnement » (Geenen & Katz-Lavigne, 2025). En même temps, selon la logique de l'université, ces contrats sont souvent utilisés dans le cadre de partenariats institutionnels, où l'institution d'origine du chercheur est supposée offrir une certaine forme de protection sociale. Le problème est que, dans la pratique, cette protection sociale peut être insuffisante, ou que nous pouvons engager des personnes qui n'ont pas ce type de protection sociale étant donné la nature de leur contrat (basé sur la tâche) – un point auquel nous accordons souvent trop peu d'attention. Dans notre cas, nous avons été douloureusement confrontés à l'inadéquation de cette approche lorsque l'un des membres de notre équipe est tombé malade et est finalement décédé à l'hôpital. Bien que des mécanismes de solidarité informels aient été mis en place à ce moment-là, cet événement tragique a jeté une lumière cruelle sur la précarité de nos collaborateurs congolais. Il nous a

[18] Inévitablement, tous les collaborateurs ont leur propre agenda : la chercheuse principale et la postdoc, ainsi que les collaborateurs congolais. Chez les chercheurs congolais, certains envisageaient une carrière universitaire et cherchaient à accéder à un programme de doctorat – le projet pourrait ouvrir certaines portes ; d'autres étaient déjà inscrits à un programme de doctorat ; d'autres encore n'avaient aucune ambition universitaire.

[19] Le développement de ces normes professionnelles – et les attentes/obligations qui en découlent pour les exploitants artisanaux – est un exemple de l'impact du contexte en évolution rapide d'un boom du cobalt.

poussés à entamer des discussions au sein du département à Anvers avec une compagnie d'assurance internationale, et à trouver une formule nous permettant de fournir une assurance maladie aux consultants – comme nous l'avons fait lors d'un récent voyage de retour de l'équipe de recherche à Kolwezi.

Cinquièmement, et dans le même ordre d'idées, des contestations ont été soulevées au sujet de la rémunération inégale des chercheurs. Le projet a suivi l'échelle de rémunération conventionnelle dans les deux pays, mais les inégalités financières et matérielles sont indéniables. Cela a créé des tensions, même si la plupart du temps elles n'ont pas été exprimées, elles ont été exprimées en termes déguisés, ou dans des espaces particuliers. Par exemple, la part du budget revenant à la chercheuse postdoctorale – environ 85 % du budget total – a fait l'objet d'une résistance cachée. Ce pourcentage montre une immense inégalité en termes de destination des fonds. Mais cela a également créé des malentendus sur les gains individuels, car au moins 45 % de ce montant budgétisé retourne à l'État belge sous la forme d'impôts et de cotisations sociales. De plus, cela met également en lumière la néolibéralisation croissante de l'université dans les pays du Nord, étant donné que les salaires du personnel universitaire non titulaire dépendent de plus en plus de financements externes. En fin de compte, une part considérable des fonds de projets de recherche, auxquels les contribuables belges contribuent effectivement, retourne au trésor public belge. Ainsi, l'Etat providence belge peut maintenir son système de protection sociale dont les employés peuvent bénéficier, alors que l'Etat congolais ne fournit que peu ou pas d'avantages. Cet énorme différentiel est donc à mettre en relation avec les durabilités coloniales[20] à l'œuvre et qui sous-tendent l'économie politique mondiale de la recherche.

Les questions financières sont sans doute les plus sensibles, et notre expérience en ce sens démontre la façon dont les aspects matériaux influent sur les relations sociales. Dans notre cas, elles ont donné lieu à des négociations répétées, des malentendus, des frustrations, de la colère et de la méfiance. En effet, ces discussions portent souvent sur les relations de pouvoir, la confiance, la validité de la recherche et la qualité – et par conséquent la valeur – des données et des chercheurs eux-mêmes. Certains des collaborateurs congolais de notre projet ont estimé que leurs efforts n'étaient pas suffisamment rémunérés, ce qui s'est parfois traduit par un sentiment de ne pas être appréciés en tant qu'êtres humains. Dans un cas particulier, le vol d'un certain nombre d'objets dans une voiture privée a provoqué de vives tensions. Les collaborateurs congolais victimes du vol pensaient que la direction du projet leur demanderait de compenser financièrement la perte des éléments du projet – ce qui n'a jamais été suggéré par la chercheuse principale, mais est compréhensible à la lumière de l'histoire plus large de la domination et de l'exploitation coloniale.

En bref, les règles du jeu sont fortement influencées par les bailleurs de fonds et par les institutions qui effectuent la recherche, quoique – comme nous l'avons déjà signalé – la production de connaissances est toujours un processus de coproduction, y compris la

[20] En raison de l'histoire de la colonisation belge de la RDC, et des recherches qui démontrent que les bénéfices économiques de la colonie pour la Belgique – par exemple, le fait que « comparé à l'échantillonnage Belge […] les rendements sur les actions Congolaises étaient beaucoup plus hauts, au moins jusqu'au moment où le risque dans le pays devint une réalité (1955-1960) » (Buelens & Marysse, 2006, p. 3) – cette histoire coloniale est à prendre au sérieux.

résistance à la production et à la diffusion de (certains types de) connaissances, comme nous verrons dans la prochaine section. Elles sont façonnées par une néolibéralisation croissante dans le monde universitaire, auxquelles les chercheurs peuvent s'opposer, mais seulement dans une certaine mesure. Les collaborateurs congolais sont dans une position plus faible pour s'opposer à la structure – c'est-à-dire s'ils veulent continuer à « faire partie du jeu ». Ils travaillent donc souvent de manière sélective au sein de la structure et la repoussent dans la mesure du possible – comme expliqué plus en détail ci-dessous – bien que la mesure dans laquelle cette repoussée peut contribuer à un changement significatif soit limitée par les processus de néolibéralisation croissante du monde universitaire dans le Nord. Des dynamiques similaires sont à l'œuvre en ce qui concerne les connaissances produites par les chercheurs du Nord (les théories, les méthodes et les façons de formuler le problème de recherche), ainsi que la forme sous laquelle ces connaissances sont produites (la structure, le langage et le format des articles universitaires). Différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement de la recherche adoptent stratégiquement ces normes professionnelles (comme décrit par Desai & Tapscott, 2015). Pourtant, il est plus facile pour les chercheurs basés dans le Nord de s'adapter en permanence à l'évolution des normes (Geenen et al, à paraître) – des normes qui, comme nous l'avons vu, recoupent les préoccupations budgétaires et les limitations liées à l'université néolibérale en Europe.

Dans le refus de certains membres de l'équipe de continuer à collaborer avec le projet ainsi que le refus de partage d'informations à propos des enjeux dans les sites miniers par certains représentants des coopératives et du gouvernement congolais nous pouvons émettre l'hypothèse d'un fil conducteur : une **politique de refus**. Cette politique de refus et de résistance découlerait sans doute de motivations différentes selon l'acteur et le contexte, mais représenterait néanmoins une importante forme d'agencéité de la part de ces intervenants congolais. En refusant de rendre accessibles ou de partager les informations recherchées par la communauté internationale – y compris les chercheurs du Nord – différents acteurs congolais, selon cette hypothèse, (tenteraient de) garder le dessus dans le cadre de partenariats et collaborations avec des ressortissants étrangers, ou démontrent leur mécontentement vis-à-vis des conditions (financières) qui y sont proposées. Conformément à la métaphore des résidus de connaissances, nous pouvons constater dans ces processus un acte politique de refus de fournir les matières premières pour « l'extraction » des connaissances et/ou un processus de négociation pour tenter d'obtenir un meilleur « prix de vente ». Par contre, parler de politique de refus pourrait donner une intention stratégique à des actions qui peuvent être purement réactives ou défensives plutôt que coordonnées.

Il est également possible que le refus soit une demande pour un partenariat plus équitable dans un contexte où la répartition des bénéfices (financiers, de notoriété, de données) de la recherche est souvent inégale. Comme le disent parfois certains acteurs dans les sites miniers : qu'est que nous allons gagner dans tout ça ? Après tout, un principe fondamental du projet Conduire au changement est que les acteurs congolais devraient avoir leur mot à dire sur l'agenda de recherche, la méthodologie et la diffusion des résultats. Leur « refus » peut être une négociation pour un véritable partenariat, et non pour un simple "meilleur prix de vente".

Ce refus peut aussi faire référence à un épuisement de la confiance, car les communautés et institutions du Sud sont souvent sursollicitées. Elles subissent un afflux de chercheurs, de

journalistes, d'ONG qui collectent des données sans que cela débouche sur des améliorations tangibles pour elles. Le troisième auteur a constaté que certains acteurs étaient fatigués de le revoir régulièrement alors qu'il n'apportait pas une solution à leurs problèmes. En ce sens, le refus (notamment des acteurs dans les sites ou au sein des communautés) pourrait être compris non pas forcément comme une « agencéité » stratégique, mais comme une lassitude compréhensible et un mécanisme de protection contre l'exploitation. Ces hypothèses représentent donc des pistes importantes pour des recherches futures.

Partager les connaissances avec les participants et les communautés : les complexités et les limites de la "restitution"

Les chercheurs considèrent souvent le retour dans les communautés pour partager leur recherche comme une étape éthique essentielle, en particulier en l'absence d'avantages directs évidents de la recherche pour les participants et les communautés. Alors que certains considèrent la « restitution de la recherche » comme a) un processus inachevé et continu d'engagement avec les participants à la recherche, même après l'achèvement de celle-ci, et d'autres comme b) une sorte de clôture et la fin des responsabilités éthiques, il a été avancé que les deux approches peuvent être considérées comme un moyen de dépolitiser le chercheur international. Cette dépolitisation s'opère par un déplacement de l'attention vers les résultats de la recherche eux-mêmes en tant que produit commercialisable à partager ou à « vendre », au détriment de comprendre les « effets persistants et systématiques que le processus de recherche peut avoir sur les structures de pouvoir locales » ou sur les récits individuels des participants (Desai & Tapscott, 2015).

Outre l'impact ou les effets (involontaires) de la recherche Conduire au changement et InfoMine, des questions se posent également quant à l'utilité de la recherche et des résultats pour les exploitants artisanaux. Les complexités et les limites de la collecte d'informations jouent également un rôle lorsqu'il s'agit des informations que nous partageons et que nous rapportons dans le cadre du processus de restitution. Les questions qui se sont avérées sensibles au cours de la recherche, y compris la vente et les prix du minerai ainsi que les accords d'investissement et de partenariat, ont également dû être traitées avec soin dans nos processus de recherche et de restitution. Lorsque nous avons demandé l'autorisation de visiter des sites d'EMAPE, par exemple, nous avons insisté sur le fait que la recherche était axée sur les initiatives internationales plutôt que sur l'action du gouvernement congolais ou la gouvernance coopérative – susceptibles d'être plus sensibles du point de vue des autorités congolaises. Étant donné que la recherche se concentre sur l'implication et la gouvernance des différents acteurs dans les sites d'EMAPE, nous avons inévitablement recueilli une quantité importante d'informations sur la gouvernance coopérative et ses lacunes, ainsi que sur l'exploitation des exploitants artisanaux par le biais de prix bas et de faible rémunération.

Après la première phase de collecte de données, nous avons décidé de travailler avec une artiste de Lubumbashi et avec plusieurs chercheurs du CEGEMI et de l'UNILU pour créer un document intitulé *Qui décide ? Comprendre l'implication des différents acteurs dans le secteur des minerais artisanaux en RDC*. Ce document résume les résultats obtenus à ce jour sur la manière dont les chaînes d'approvisionnement en minerais de la RDC sont régies par une série d'acteurs internationaux, nationaux et locaux, et traduit ces résultats dans un langage plus

accessible et à l'aide d'illustrations. Dans ce document, nous avons à nouveau fait le choix stratégique de nous concentrer sur les initiatives internationales, afin de nous assurer que le matériel serait utilisé et d'éviter de compromettre nos relations avec les coopératives et les autorités congolaises. Même si le matériel de vulgarisation est entièrement axé sur les préoccupations exprimées par les exploitants, des questions se posent quant à l' « utilité » ou l'impact du matériel. Au cours de la recherche, nous avons constaté que les exploitants sont souvent très ouverts et s'expriment sur les défis auxquels ils sont confrontés, mais que les coopératives et les autres autorités ne répondent généralement pas à ces préoccupations de manière proactive, et parfois même répriment la capacité des exploitants à s'exprimer. Le processus de choisir ce qui apparaîtra dans le document et ce qui ne sera pas abordé – ce qui pourrait être considéré comme de l'autocensure – était inévitablement politique et stratégique. Nous avons choisi d'éviter les sujets très sensibles qui, comme on nous l'a dit subtilement ou non, sont « hors limites » (par exemple, comme nous l'avons indiqué, la relation et la responsabilité des coopératives à l'égard des exploitants artisanaux ; et le prix et l'achat des minerais aux niveaux international et local). Nous avons inclus quelques éléments sur les prix dans le document, mais il s'agissait d'une vue d'ensemble qui n'entrait pas dans les détails controversés. Il s'agissait d'un choix délibéré afin de s'assurer que notre matériel aurait une chance d'atteindre et d'être utile à un éventail d'acteurs dans les sites miniers autour de Kolwezi.[21] Il s'agissait également d'un choix politique, soulevant des questions sur l'utilité de ce type de matériel pour les exploitants artisanaux ordinaires. Un membre de l'équipe de Conduire au changement nous a également fait remarquer que ce que nous présentions comme des informations pouvait facilement être interprété comme un plaidoyer en faveur de certaines initiatives – en réponse à quoi nous avons ajouté une clause de non-responsabilité.

En bref, ces dynamiques soulèvent des questions sur l'information – jamais neutre et objective – que les projets Conduire au changement et InfoMine ont ajouté à la « pile » de résidus déjà existante. Avec Conduire au changement puis InfoMine, les couches sédimentées de résidus de

[21] Le choix d'éviter des sujets « très sensibles » (prix, gouvernance des coopératives) représente un compromis pragmatique. Cependant, nous reconnaissons qu'on peut également y voir une forme de paternalisme ou une priorité donnée au maintien des relations avec les autorités plutôt qu'à la transmission d'informations potentiellement transformatrices pour les exploitants. Cette situation, qui représente un autre exemple de l'impact de la sédimentation des connaissances, soulève donc un dilemme éthique : la « restitution » sert-elle les intérêts des communautés ou la pérennité du projet ? Oyinloye (2021, p. 402) plaide en faveur d'une « application d'une approche de l'éthique de la vertu centrée sur le participant, soit le cadre moral et éthique de l'Ọmọlúàbí ». Elle met donc l'accent sur l'octroi d'avantages concrets qui s'inscrivent dans ce cadre de la communauté locale. Pesambili (2025) souligne également l'importance de redonner à la communauté (« giving back ») qui s'appuie sur le système de valeurs de la communauté en question (dans son étude, il s'agit de la communauté Maasai à Monduli en Tanzanie). Ces arguments soulèvent la question de ce qu'on entend par « la communauté » dans le contexte de Kolwezi, où les travailleurs de l'ÉMAPE ne forment pas une communauté homogène et où les coopératives avec lesquelles la plupart des bailleurs de fonds travaillent ne représentent pas les creuseurs « ordinaires ». Cette préoccupation soulève également des doutes par rapport aux visites de restitution dont Oyinloye (2021, p. 408) souligne l'importance : « au moins un retour physique sur le terrain, contrairement aux pratiques de recherche « extractives » dans lesquelles les données sont recueillies auprès des participants et où les « collecteurs » ne reviennent jamais dans les communautés de ces derniers. » Les difficultés d'accès et de répondre aux besoins réels (comme un meilleur prix d'achat) des creuseurs ordinaires ont fait en sorte que malgré nos bonnes intentions, une réelle restitution auprès de la communauté de creuseurs aurait nécessité un investissement en temps et en moyens financiers que le projet ne permettait pas.

connaissances mises en évidence ci-dessus sont devenues très visibles. Ces histoires accumulées ont joué un rôle évident non seulement en termes d'accès aux sites miniers, aux participants et aux informations, mais ont également limité la mesure dans laquelle nous avons pu « ramener » des informations ou comprendre les impacts de nos recherches antérieures.

En juin 2024, les membres du projet InfoMine ont cherché à accéder aux sites miniers d'EMAPE autour de Kolwezi pour la restitution, mais ils ont trouvé l'accès encore plus difficile qu'auparavant. Les récentes remarques du directeur de l'UNICEF en RDC selon lesquelles 361 000 enfants sont actifs dans le secteur du cuivre et du cobalt – une affirmation contestée par l'ONG congolaise Afrewatch (2024) – ont rendu les autorités congolaises encore plus réticentes à autoriser les chercheurs à se rendre sur les sites miniers d'EMAPE autour de Kolwezi. L'équipe InfoMine a passé dix jours frustrants à demander aux autorités gouvernementales de Kolwezi l'autorisation de visiter les sites miniers, sans laquelle les coopératives ne leur donneraient pas accès. Dès le premier jour au Ministère des Mines de Lualaba, l'équipe a été reçue par un conseiller qui a expliqué qu'il était nécessaire de vérifier que la demande des chercheurs était légitime. Selon le conseiller, le Ministre des Mines n'était pas opposé à la recherche, mais était réticent à apposer son cachet sur l'ordre de mission des chercheurs. Selon le conseiller, un autre chercheur universitaire avait précédemment obtenu l'autorisation du Ministère des Mines pour mener des recherches sur des sites d'EMAPE et avait ensuite publié un rapport « très incriminant » sur la province, obligeant la gouverneure Fifi Masuka à répondre à ces allégations.[22] Une autre visite le lendemain avec des documents supplémentaires demandés par le conseiller s'est également avérée infructueuse, tout le monde étant parti pour une visite officielle. Le lundi suivant, de retour au Ministère des Mines, l'équipe a été informée que ce n'était que maintenant que leurs documents seraient remis au ministre pour analyse, et qu'elle devait revenir le lendemain matin. Le lendemain, l'équipe a dû attendre près de deux heures. Finalement, on leur a de nouveau demandé de revenir le lendemain. En fin de compte, l'équipe n'a pas reçu de réponse à sa demande d'autorisation.

L'équipe d'InfoMine a rencontré des difficultés similaires avec SAEMAPE. Le jeudi 9 mai, l'équipe s'est rendue au bureau provincial de SAEMAPE Lualaba à Kolwezi, non seulement pour obtenir l'autorisation de visiter les sites miniers de l'EMAPE, ou au moins pour rencontrer les membres des différentes coopératives en dehors des sites, mais aussi pour organiser une réunion de restitution. Après avoir présenté l'ordre de mission, l'équipe de recherche a été informée qu'elle ne disposait pas du cachet du Ministère des Mines. Après que le représentant qu'ils ont rencontré a souligné une incohérence avec l'ordre de mission, l'équipe a été informée que seul le directeur provincial pouvait accorder l'autorisation de visiter les sites d'EMAPE et pour faire la restitution avec l'équipe de SAEMAPE. Le représentant de SAEMAPE a déclaré que la demande serait soumise aux échelons supérieurs, mais l'équipe de recherche a compris qu'elle avait reçu un autre refus poli.

Grâce à des réunions informelles ultérieures, l'un des chercheurs d'InfoMine a pu rencontrer plusieurs coopératives, résumer les conclusions et leur remettre le document de vulgarisation

[22] Le conseiller a également soutenu que les Occidentaux utilisent les ONG et les chercheurs pour faire la « guerre aux Chinois » en présentant une image très négative de ces derniers.

(qui a également été partagé avec SAEMAPE). La réunion avec les dirigeants des coopératives, bien que brève, a au moins montré que ces dirigeants étaient satisfaits de la visite de retour et du matériel de vulgarisation. L'équipe de deux personnes a également rencontré des initiatives internationales et nationales ainsi que la société civile et des ONG à Kolwezi.

Pourtant, l'équipe aurait aimé avoir des moments d'échange avec les comités de creuseurs dans les sites. Malheureusement, comme dans le cas des initiatives dont les messages n'atteignent souvent pas les exploitants d'EMAPE, l'équipe de recherche n'a pas pu à cette occasion partager avec les exploitants eux-mêmes, c'est-à-dire les personnes qui ont partagé leurs expériences et donc permis de produire le matériel de vulgarisation, et celles qui vivent les plus grands défis sur les sites d'EMAPE. Il est vrai que l'équipe a rencontré certaines personnes impliquées dans les structures (SAEMAPE, coopératives) qui supervisent les exploitants artisanaux dans les sites, mais cela soulève des questions quant à la probabilité que le message de retour d'information soit transmis aux exploitants artisanaux. Il aurait été utile de parler directement avec les comités de creuseurs et certains des chefs d'équipe de puits et des sponsors, ainsi qu'avec le comité des femmes laveuses.

Ces barrières soulignent l'évolution continue, la sensibilité croissante et la complexité de l'accès dans un environnement hautement sensible dans lequel les résidus de connaissances et les effets de la production de connaissances continuent de s'accumuler sur les couches déjà sédimentées qui marquent le paysage. Ils soulignent également la manœuvre stratégique et l'agencéité des acteurs congolais dans la production de connaissances et la gestion de l'accès – ce qui nous ramène au point précédent sur les intermédiaires. Ces dynamiques renvoient également aux considérations théoriques susmentionnées sur les agents coproducteurs et sur la manière dont la production de connaissances est structurée par les dynamiques Nord-Sud, mais n'est pas entièrement réductible à celles-ci. Ces processus passent souvent inaperçus et ne sont pas suffisamment examinés, un oubli que nous avons tenté de rectifier ici.

Conclusion

Cet article offre un espace de réflexion sur la manière dont les universitaires du Nord s'intègrent dans les chaînes d'approvisionnement en connaissances. Ces chaînes d'approvisionnement sont façonnées par les durabilités coloniales et les hiérarchies raciales qui continuent à caractériser les projets de recherche, y compris – comme nous l'avons souligné – dans les zones riches en minerais de la RDC. Ces dynamiques sont également étroitement liées à la néolibéralisation de l'académie dans le Nord. En nous engageant dans une analyse critique de la recherche universitaire dans le Sud et en RDC en particulier, et en nous appuyant sur la métaphore de la « chaîne d'approvisionnement de la recherche », nous avons attiré l'attention sur la façon dont les hiérarchies raciales mondiales et les durabilités coloniales s'entremêlent avec les dynamiques de l'économie politique (mondiale) lorsqu'il s'agit de la production de connaissances sur et dans les zones riches en minerais de la RDC dans le contexte d'un récent boom du cobalt.

Divers acteurs, y compris des représentants du gouvernement congolais, coproduisent des connaissances dans le contexte d'un boom minier récent qui a attiré l'attention de la communauté internationale sur les questions de droits de la personne, y compris le travail des enfants. Malgré la nature récente du boom du cobalt, et l'analyse souvent ahistorique des

producteurs de connaissances – généralement internationaux – qui écrivent sur le cobalt congolais, des processus de longue date d'accumulation de couches de connaissances sédimentées ont abouti à ce que nous appelons des « résidus de connaissances ». La construction de multiples couches de connaissances s'est déroulée dans un paysage de connaissances qui a été et continue d'être profondément façonné par les dimensions coloniales et raciales à l'œuvre. En effet, les informations et les données provenant des sites d'EMAPE représentant une « marchandise » de plus en plus recherchée, les attentes en matière d'accès à l'information et aux données dans cette région sont façonnées par des relations de pouvoir et des privilèges racialisés, mais aussi par l'action des autorités congolaises et d'autres acteurs. Nous pouvons voir, par exemple, dans les restrictions d'accès aux sites miniers l'agencéité des acteurs congolais – et ce, malgré l'épaisseur des couches de connaissances déjà produites « sur » eux. « Nos » actions en tant que chercheurs (blancs) contribuent à la superposition des résidus de connaissances et ont à leur tour un impact sur l'accès actuel et futur aux sites miniers de l'EMAPE pour d'autres chercheurs et acteurs. Nous avons attiré l'attention sur l'impact du boom du cobalt par rapport à l'environnement de recherche relativement plus accessible du Sud-Kivu ; une comparaison plus approfondie entre les régions apporterait un éclairage supplémentaire.

Les expériences du projet Conduire au changement, en particulier la dynamique au sein d'une équipe de recherche composée de membres du Nord et du Sud, ont à leur tour été fortement marquées par les continuités coloniales et les relations de pouvoir racialisées. Nous avons mis en évidence la nature désordonnée, contingente et souvent difficile des conversations et des relations qui impliquent inévitablement des rapports de force. Un processus réflexif continu du type de celui que nous avons tenté d'adopter, est vital. En même temps, il est nécessaire de garder une vue d'ensemble, plutôt que de se concentrer sur les difficultés pratiques, comme s'il s'agissait simplement de risques dans une chaîne d'approvisionnement qu'il faut régler par l'application de solutions technocratiques. Il convient également de répéter que l'équipe de recherche n'était pas un monolithe : les différents membres avaient des agendas différents qui reflètent également les différents positionnements et approches de la chaîne d'approvisionnement de la recherche.

Enfin, nous avons examiné les complexités et les limites de la « restitution » aux participants et aux communautés. Les attentes et les efforts pour garantir l'accès ont continué à être contrariés par l'impact des résidus de connaissances, qui ont à leur tour façonné les activités du projet, l'accès aux sites miniers pour la restitution, et notre propre matériel de vulgarisation. Ces effets sont souvent imperceptibles en apparence et doivent être mis en évidence par les équipes de recherche dans le cadre de processus de réflexion continue. D'autre part, l'établissement de relations et les activités de suivi, y compris des visites multiples, ouvrent la voie à une réactivité et à une responsabilisation indispensables vis-à-vis des participants à la recherche. Cependant, les visites de retour nécessitent également une attention et un financement supplémentaires qui n'est pas toujours prévu par les projets de recherche dans un contexte de néolibéralisation accrue de l'université dans les pays du Nord. Il convient toutefois de noter que l'attention portée au « giving back » en tant qu'obligation éthique s'accroît dans différents domaines universitaires.

Références

Aboderin, I., Fuh, D., Balcha Gebremariam, E., & Segalo, P. (2023). Beyond 'equitable partnerships': the imperative of transformative research collaborations with Africa. *Global Social Challenges Journal*, *2*(2), 212-228. https://doi.org/10.1332/27523349Y2023D000000002

Afrewatch. (2024, June 1). *Press release: "361,000 children in the copper and cobalt mines of Haut Katanga and Lualaba in 2024: the civil society has reservations about the UNICEF figure and requests additional information"*. https://afrewatch.org/press-release-361000-children-in-the-copper-and-cobalt-mines-of-haut-katanga-and-lualaba-in-2024-the-civil-society-has-reservations-about-the-unicef-figure-and-requests-additional-information/

Amnesty International & Afrewatch. (2016). *« Voilà pourquoi on meurt » Les atteintes aux droits humains en République Démocratique du Congo alimentent le commerce mondial du cobalt.* https://www.amnesty.org/fr/documents/afr62/3183/2016/fr/

Andrews, K. (2021). *The new age of empire: How racism and colonialism still rule the world*. Penguin Books.

Bademsoy, A., & Larsen, N. (2026). Antinomies of nativism: Understanding decoloniality theory's affinities with the global far right. *Development and Change*. https://doi.org/10.1111/dech.70082

Baloji, S. (n.d.). *Climate, capital, and colonialism*. Architecture is Climate. https://architectureisclimate.net/practice/sammy-baloji/

Beaupré, S. (2026). L'Université et la logique du marché : une critique de l'envahissement néolibéral. *Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles*, *28,* 25-36. https://doi.org/10.55765/atps.i28.3635

Buelens, F., & Marysse, S. (2006). *Returns on investments during the colonial era: The case of Congo*. IOB Discussion Paper 2006.07. IOB, University of Antwerp. https://repository.uantwerpen.be/docman/irua/d9d64c/1e699590.pdf

Castelao-Huerta, I. (2022). Beyond the neoliberalized academy: caring and careful practices of women full professors. *Gender and Education*, *35*(3), 234–249. https://doi.org/10.1080/09540253.2022.2147148

Castro Torres, A.F., Esposito, M., & Akbaritabar, A. (2026). Global patterns of epistemic hierarchy and dependency in scientific research. *Development and Change*. https://doi.org/10.1111/dech.70087

Cuvelier, J., & Raeymaekers, T. (2002). *European companies and the coltan trade: An update (Part 2)*. IPIS. https://ipisresearch.be/wp-content/uploads/2015/06/20021008_Coltanrapport.pdf

Desai, D., & Tapscott, R. (2015, December 3). Tomayto tomahto: The research supply chain and the ethics of knowledge production. *Humanity Journal.* https://humanityjournal.org/blog/tomayto-tomahto-the-research-supply-chain-and-the-ethics-of-knowledge-production/

Dinerstein, A.C. (2026), Marxism and decolonizing praxis: From decolonial misinterpretations to Marxist contributions. *Development and Change*. https://doi.org/10.1111/dech.70076

Fisher, E., Luning, S., D'Angelo, L., Araujo, C. H. X., Arnaldi de Balme, L., Calvimontes, J., van de Camp, E., Ferreira, L. C., Lanzano, C., Massaro, L., Ouédraogo, A., Mello, J. P., Pijpers, R. J., Obodai Provençal, N., de Moraes, R. R., Sawadogo, C., de Theije, M., de Tomi, G., Tuhumwire, M., & Twongyirwe, R. (2021). Transforming matters: sustaining gold lifeways in artisanal and small-scale mining, *Current Opinion in Environmental Sustainability, 49*, 190-200. https://doi.org/10.1016/j.cosust.2021.06.010

Gabor, D. & Sylla, N.S. (2023). Derisking developmentalism: A tale of green hydrogen. *Development and Change, 54,* 1169-1196. https://doi.org/10.1111/dech.12779

Gani, J. K., & Khan, R. M. (2024). Positionality statements as a function of coloniality: Interrogating reflexive methodologies. *International Studies Quarterly, 68*(2). https://doi.org/10.1093/isq/sqae038

Geenen, S. and Katz-Lavigne, S. (2025). *Faire face aux risques : Les risques et la précarité dans les mines artisanales et à petite échelle en République démocratique du Congo*. IOB Working Paper 2025.04. IOB, University of Antwerp.

Geenen, S., Iragi, F. & Marysse, S. (Forthcoming). *The rocky, rousing road to collaboration. Reflecting on the partnership between University of Antwerp and the Catholic University of Bukavu*.

Geenen, S., Nkuba, B., & Radley, B. (2022). Technologies and transformations. Traces from a collective research project. *The Extractive Industries and Society, 12.* https://doi.org/10.1016/j.exis.2022.101184

Glencore. (2019, December 17). *Glencore statement on child labour allegations*. https://www.glencore.com/media-and-insights/news/Glencore-statement-on-child-labour-allegations

Kvangraven, I.H. (2026), Inverted Eurocentrism: The Consumption of Decolonization in the Global North and a Radical Decolonization Agenda. *Development and Change*. https://doi.org/10.1111/dech.70084

Katz-Lavigne, S. (2020). *« Qui ne risque rien, n'a rien »: Conflict, distributional outcomes, and property rights in the copper- and cobalt-mining sector of the DRC* [Doctoral dissertation, University of Groningen]. https://doi.org/10.33612/diss.112662976

Katz-Lavigne, S., Arian, H., Deberdt, R., & Geenen, S. (2023). *Driving Change in the Democratic Republic of Congo: an initial mapping of participation in mineral regulation and responsible sourcing*. IOB Working Paper 2023.04. https://medialibrary.uantwerpen.be/files/8518/482b501d-4226-4b80-88f9-00d501fde4bd.pdf

Katz-Lavigne, S. (2024). Framing spaces as (il)legitimate: "dirty" cobalt and the (mis)uses of artisanal and small-scale mining sites in south-eastern Democratic Republic of Congo. *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne Des Études Africaines*, *58*(1), 109-131. https://doi.org/10.1080/00083968.2023.2273500

Katz-Lavigne, S., Geenen, S., & Arian, H. (2025). *L'(in)visibilité stratégique : le multipartenariat et les partenariats coopératifs financés par les entreprises dans le secteur de l'extraction du cobalt en République démocratique du Congo*. IOB Working Paper 2025.03. IOB, University of Antwerp.

Lopez-Lucia, E., & Martín de Almagro, M. (2023). Introduction: Transnational assemblages and the production of security knowledges. New perspectives on security governance in, and on, conflict and post-conflict contexts. *Territory, Politics, Governance*, *12*(4), 465-483. https://doi.org/10.1080/21622671.2023.2271524

Marchais, G., Bazuzi, P., & Amani Lameke, A. (2020). 'The data is gold, and we are the gold-diggers': whiteness, race and contemporary academic research in eastern DRC. *Critical African Studies*, *12*(3), 372-394. https://doi.org/10.1080/21681392.2020.1724806

Mertens, C., Perazzone, S., & Mwambari, D. (2022). Fatal misconceptions: colonial durabilities, violence and epistemicide in Africa's Great Lakes Region. *Critical African Studies*, *14*(1), 2-18. https://doi.org/10.1080/21681392.2022.2059901

Mignolo, W. D. (2011). *The darker side of Western modernity: Global futures, decolonial options.* Duke University Press.

Mignolo, W. D. (2017). Coloniality is far from over, and so must be decoloniality. *Afterall: A Journal of Art, Context and Enquiry, 43*, 38-45. https://doi.org/10.1086/692552

Moreno Cely, A. (2022). *Decolonising research partnerships in development cooperation: Weaving thoughts, stories, sense and feelings for meaningful transdisciplinary research collaborations*. Crazy Copy Center Productions.

Murrey, A., Jackson, N. A., & Volonterio, M. 2023. Social licence to operate: The role of an idea in the colonial logics of extractivism. *Cosmopolitan Civil Societies: An Interdisciplinary Journal, 15*(1), 1-18. https://doi.org/10.5130/ccs.v15.i1.8334

Murrey, A., & Mollett, S. (2023). Extraction is not a metaphor: Decolonial and Black Geographies against the gendered and embodied violence of extractive logics. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 00, 1–20. https://doi.org/10.1111/tran.12610

Mwishamali Lukobo, E., Geenen, S., & Katz-Lavigne, S. (2025). *Les coopératives: Les portiers des sites miniers artisanaux au Lualaba*. IOB Working Paper 2025.07. IOB, University of Antwerp.

Ndlovu-Gatsheni, S. J. (2012). Coloniality of power in development studies and the impact of global imperial designs on Africa. *The Australasian Review of African Studies, 33*(2). https://afsaap.org.au/assets/ARAS_Vol_XXXIII_2_ToC.pdf

Ndlovu-Gatsheni, S. J. (2020). African decolonization's past and present trajectories. *Current History, 119*(817), 188-193. https://doi.org/10.1525/curh.2020.119.817.188

Nkuba, B. Maconachie, R., Geenen, S., Katz-Lavigne, S., & Arian, H. (Forthcoming). The foreign middle-man: local perspectives on Chinese cobalt traders in the DRC.

Nyenyezi Bisoka, A. (2021). 'If they find out, we're dead': Intermediaries, self-censorship, and anxiety in research as an outsider-insider. In A. Ansoms, A. N. Bisoka, & S. Thomson (Eds.), *Field Research in Africa: The Ethics of Researcher Vulnerabilities* (pp. 85-104). Boydell & Brewer. https://doi.org/10.1017/9781800101562.008

Oyinloye, B. (2021). Towards an Ọmọlúàbí code of research ethics: Applying a situated, participant-centred virtue ethics framework to fieldwork with disadvantaged populations in diverse cultural settings. *Research Ethics, 17*(4), 401-422. https://doi.org/10.1177/17470161211010863

Pailey, R.N. (2020). De-centring the 'white gaze' of development. *Development and Change, 51,* 729-745. https://doi.org/10.1111/dech.12550

Panis, C. (2022). Mon *cliemployeur* et moi, enseignante-chercheuse-correctrice. Analyse critique de l'exploitation néolibérale des ressources langagières. *Semen, 50*(2). https://doi.org/10.4000/semen.16738

Pesambili, J. C. (2025). Towards culturally responsive ethical research: insights from an in-depth study of the Indigenous Maasai community in Monduli, Tanzania. *AlterNative, 21*(4), 729-739. doi: 10.1177/11771801251374143

PRG, IPIS, SFR, & Ulula. (2020). *Evaluating due diligence programs for conflict minerals: A matched analysis of 3T mines in Eastern DRC*. Los Angeles and Antwerp.

Quijano, A. (2000). Coloniality of power, Eurocentrism,and Latin America. *Nepantla: Views from South, 1*(3). https://www.decolonialtranslation.com/english/quijano-coloniality-of-power.pdf

RCS Global Group. (n.d.). *Better Mining*. https://www.rcsglobal.com/bettermining/

Rodney, W. (1972). *How Europe underdeveloped Africa*. Bogle-L'Ouverture Publications.

Smith, J. H. (2022). *The Eyes of the World: Mining the Digital Age in the Eastern DR Congo*. The University of Chicago Press.

Vela Almeida, D., Kolinjivadi, V., Ferrando, T., Roy, B., Herrera, H., Vecchione Gonçalves, M., & Van Hecken, G. (2023). The “greening” of empire: The European Green Deal as the *EU first* agenda. *Political Geography, 105*. https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2023.102925

Verweijen, J., Geenen, S., & Bashizi, A. (2024). Articulating sedimented subjectivities: Extractive subject formation in eastern DRC. *Geoforum, 148*. https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2022.10.009

Verweijen, J., & Van Bockhaven, V. (2020). Revisiting colonial legacies in knowledge production on customary authority in Central and East Africa. *Journal of Eastern African Studies*, *14*(1), 1-23. https://doi.org/10.1080/17531055.2019.1710366

Vogel, C.N. (2022). *Conflict Minerals, Inc.: War, profit and white saviourism in Eastern Congo*. Hurst Publishers.

Wainaina, B. (2019, May 2). How to write about Africa. *Granta*. https://granta.com/how-to-write-about-africa/

Sources de financement

Cette recherche a été rendue possible par le projet Conduire au changement (G023822N, financé par le FWO, 2022-2025), avec un financement supplémentaire d'InfoMine (Université d'Anvers BOF Small Research Grant 50500), et par le projet Questioning legitimacy in the responsible cobalt assemblage (Université d'Anvers BOF DOCPRO Research Grant 47069).